lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE PARAIT LE MARDI N° 174 — SEMAINE DU 28 DECEMBRE 1971 AU 3 JANVIER 1972 PRIX : 2 F

Feyzin
Saint-Laurent-du-Pont
ARGENTEUIL

Pour le capital la vie humaine ne compte pas

revue de la presse d'extrême-gauche

LA CRISE MONETAIRE

rouge

hebdomadaire de la ligue communiste

Dans son numéro du 18 décembre, Rouge **fait, dans son éditorial, l'analyse de la situation, sous le titre :** « de la crise monétaire à la crise économique ? ».

Depuis plusieurs mois on sentait les craintes de la bourgeoisie mondiale derrière les rodomontades de ses gouvernements. Tandis que ces derniers se demandaient doctement si le monde capitaliste allait connaître la récession en 1972, les milieux patronaux, conscients de ce qu'elle avait commencé au début de 1970, s'interrogeaient anxieusement pour savoir si elle allait se terminer d'ici la fin 1972 ou se transformer en se poursuivant en crise.

. . . . . .

Toutes dans l'impasse, les bourgeoisies nationales ne pouvaient que chercher à s'entendre, d'autant plus que généralement les travailleurs ne semblaient décidément pas disposés à payer la facture. Elles s'étaient assez longtemps repassé la facture pour envisager de se la répartir. Tel fut l'objet de la dernière conférence des Dix, de la rencontre Brandt-Pompidou et finalement du duo des Açores où Pompidou a négocié pour la bourgeoisie européenne.

. . . . . .

Ces mois qui viennent vont donc être dominés par une stabilisation générale à un niveau inférieur auquel le patronat français va devoir se conformer. Le gouvernement français va notamment devoir choisir entre la compétivité extérieure qui exige dorénavant le ralentissement des prix et le maintien de l'expansion interne relative qui la remet en cause.

. . . . . .

Rouge **explique ensuite que l'exacerbation de la concurrence, la lutte pour de nouveaux marchés, vont entraîner les capitalistes à se retourner contre les travailleurs pour leur faire payer la note.**

Car eux **(les capitalistes - N.D.L.R.)** savent ce qu'implique l'augmentation de leurs profits, nécessaire pour survivre dans la concurrence internationale. Il leur est indispensable de bloquer les salaires ; mais ils doivent encore stabiliser voire même réduire leurs coûts de production en restructurant leurs outils de production. D'où les licenciements pratiqués massivement partout, aux U.S.A., en R.F.A., en Italie, en Grande-Bretagne, en Suède, en France. Ce n'est qu'à ce prix que chaque bourgeoisie nationale peut espérer se développer au détriment de ses concurrents. Que ce prix soit destiné à être payé par les travailleurs n'est pas fait pour les chagriner.

Mais partout aussi cette volonté du capital rencontre l'opposition déterminée des travailleurs. Si l'aggravation des contradictions capitalistes n'est pas un chemin bordé de roses pour les exploités, elle ne les conduit pas non plus nécessairement à l'abattoir. Cette exacerbation est une intensification de la lutte des classes. Comme le prouvent les grèves en Belgique, Grande-Bretagne, R.F.A. et la poursuite du mai rampant italien, la volonté des travailleurs peut contraindre la bourgeoisie à rabaisser ses prétentions.

quelle ni les radicaux laïques ni les réformistes ne peuvent garantir une expression compréhensible et stimulante.

. . . . . .

Sur ce terrain, comme sur celui prioritaire de la défense ouvrière face à la contre-offensive bourgeoise, nous sommes absolument ouverts et disponibles. Plus : nous réclamons une rencontre et une mise au point des thèmes sur lesquels peut prendre appui une initiative unitaire de la gauche révolutionnaire.

LE CONFLIT INDO-PAKISTANAIS

L'HUMANITÉ rouge

L'hebdomadaire maoïste renouvelle, dans son numéro du 15 décembre, son soutien au Pakistan et ses attaques contre l'Inde et l'U.R.S.S. L'éditorial est intitulé : « Les faux communistes de Moscou préparent la Troisième Guerre mondiale », **c'est-à-dire une guerre contre la Chine. Par ailleurs** l'Humanité Rouge **dénonce la République du Bangla-Desh comme un gouvernement fantoche qui rappelle celui de Quisling en Norvège, mis en place par Hitler. Elle qualifie la Ligue Awami de fasciste, et dénonce les atrocités commises par les troupes indiennes et les partisans du Bangla-Desh. Par ailleurs** l'Humanité Rouge **ne parle pas de la position des U.S.A. au sujet de la guerre indo-pakistanaise. Cet oubli est aussi pour le moins révélateur.**

La position du journal est résumée dans un « message » adressé au gouvernement de Yahya Khan et au peuple pakistanais :

Le 11 décembre 1971

Au gouvernement pakistanais,

Au peuple pakistanais,

L'Humanité Rouge, journal communiste pour l'application en France du marxisme-léninisme et de la pensée maotsétoung, adresse au gouvernement et au peuple pakistanais son soutien total dans sa juste lutte contre l'agression menée par l'expansionnisme indien et ses maîtres sociaux-impérialistes de Moscou. Pour avoir été soumis à la botte de l'occupant nazi, le peuple de France connaît le prix de l'indépendance nationale et ne ménagera pas son soutien au peuple pakistanais dans sa lutte pour la sauvegarde de l'intégrité territoriale et de l'indépendance nationale de son pays. Nous sommes persuadés que quels que puissent être les revers momentanés, le peuple pakistanais chassera l'occupant et les fantoches à sa botte.

A bas l'expansionnisme indien !

A bas le social-impérialisme !

Vive la lutte du peuple pakistanais pour la défense de son intégrité territoriale et de son indépendance nationale !

L'ELECTION PRESIDENTIELLE EN ITALIE

BANDIERA ROSSA

ORGANO DEI GRUPPI COMUNISTI RIVOLUZIONARI SEZIONE ITALIANA DELLA IV INTERNAZIONALE

Organe des « Gruppi Comunisti Rivoluzionari », section italienne de la IV^e^ Internationale, Bandiera Rossa **analyse les problèmes posés par l'élection du nouveau président de la République italienne et le référendum sur le divorce, sous le titre :** « Référendum et Quirinal : carrefours décisifs pour l'évolution de la situation politique ».

. . . . . .

En Italie on assiste à la tentative, conduite de différentes façons, d'obtenir une restabilisation à droite sur la base d'une dure défaite de la classe ouvrière.

. . . . . .

Que faire pour empêcher que la défense contre une bourgeoisie déjà plus unie et décidée se fasse aux conditions les moins défavorables possibles pour la classe ouvrière ? Pour être clairs, nous devons dire que la gauche révolutionnaire n'a aujourd'hui guère de moyens d'avoir une influence sérieuse sur ce point. Le prestige des groupes de gauche, non seulement dans les usines, mais aussi dans les écoles (et à plus forte raison auprès de cette opinion petite-bourgeoise qui constitue la plus grande partie des hésitants dans les moments de grande tension) est fortement secoué, et dans quelques cas on est passé de l'adhésion et de la sympathie à une nette aversion.

. . . . . .

Pour redresser qualitativement la situation, il est nécessaire que la gauche révolutionnaire dans son ensemble réussisse à trouver la force de se libérer du sectarisme et de l'empirisme, la capacité d'élaborer une intervention commune sur les points décisifs, de lancer cette intervention avec clarté en répondant devant les ouvriers et les étudiants, à ces questions générales que le P.C.I. élude ou affronte avec un mélange de démagogie et de crétinisme parlementaire : le problème des prix et de l'emploi, les débouchés professionnels des étudiants.

. . . . . .

Il est ridicule que des organisations certes non réformistes s'engagent dans une bataille — qu'elles voudraient populaire — pour déterminer l'élection, ou la non-élection d'un candidat à la charge suprême de l'Etat bourgeois. Le choix du président est important, pour la gauche révolutionnaire, comme symptôme et thermomètre de la dialectique interne de la bourgeoisie. Mais croire que, sur ce terrain, on puisse s'engager pour garantir des institutions démocratiques et non totalitaires, est une bévue parlementariste.

. . . . . .

Très différent est le cas du référendum: ici il est nécessaire d'avoir une idée précise de la bataille qui va se livrer et qui pourrait en partie devenir un terrain intéressant et fructueux pour la gauche révolutionnaire.

. . . . . .

La thématique de la gauche révolutionnaire peut et doit porter sur le thème de l'exploitation particulière de la femme dans la société capitaliste.

. . . . . .

D'importants secteurs peuvent s'engager sur ce terrain dans une bataille à la-

L'UNITE DE LA GAUCHE ET LES REVOLUTIONNAIRES

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Informations ouvrières **du 15 décembre consacre une part importante aux perspectives de l'union de la gauche. Le journal analyse d'abord les résultats des quatre élections partielles qui se sont déroulées récemment et en tire la conclusion :**

De ce bref examen, un fait se dégage : les travailleurs regroupent leurs voix sur les candidats des organisations ouvrières, les électeurs se détournent des candidats de la majorité. Sur le terrain électoral, comme sur les autres, sans illusions, mais sans réserves, la classe ouvrière est prête à se saisir de tous les moyens qui concourent à mettre fin au règne de ce gouvernement.

Mais l'essentiel c'est la préparation d'une Conférence pour le « Gouvernement ouvrier » qui est prévue pour les 5 et 6 février prochains.

Informations ouvrières **explique ainsi ce qu'elle entend par « gouvernement ouvrier » dans le contexte présent :**

Aujourd'hui, après la grève générale, après le référendum d'avril 1969 qui a chassé De Gaulle, alors que la classe ouvrière sait qu'elle ne pourra obtenir satisfaction que si le pouvoir des exploiteurs, de la grande banque, de la bourgeoisie, est renversé, les travailleurs posent, à tout moment de leur lutte de classe, la question d'en finir avec le gouvernement Pompidou.

Pas plus qu'en mai-juin 1968 n'existe aujourd'hui un parti qui exprime les intérêts d'ensemble du mouvement et qui soit à même de prendre en charge la mobilisation de toute la classe ouvrière pour la dresser comme un bloc uni contre la bourgeoisie.

Mais la classe ouvrière ne peut pas attendre que se constitue un tel parti pour engager la lutte.

Oui, les révolutionnaires combattent pour un « gouvernement ouvrier » dont le « contenu » ne peut être que la rupture avec l'Etat bourgeois, l'impulsion des coups décisifs à la bourgeoisie un gouvernement qui organisera le contrôle ouvrier et mettra en application, avec l'appui des masses, un programme d'expropriation du capital. Mais c'est précisément **cela** qu'exigent des millions de travailleurs et des milliers de militants à l'égard de leurs propres organisations, à l'égard du P.C.F. et du P.S., à l'égard également des syndicats qui se définissent comme luttant pour « l'abolition du patronat et du salariat ».

. . . . . .

C'est pourquoi les révolutionnaires dans le combat pour le « gouvernement des organisations ouvrières unies », forme sous laquelle s'exprime l'aspiration de toute la classe ouvrière à s'affirmer comme un seul bloc, disent en même temps : « un tel gouvernement doit rompre avec la bourgeoisie, appeler les masses à s'organiser en conseils, organiser le contrôle ouvrier sur la production, remettre tout le pouvoir entre les mains des conseils, détruire la machine de l'Etat bourgeois ».

Dans cette mesure, et dans cette mesure seulement le « gouvernement des organisations ouvrières unies » peut être un véritable « gouvernement ouvrier », c'est-à-dire un gouvernement de transition vers la dictature du prolétariat.

Éditorial

Feyzin
St-Laurent-du-Pont
ARGENTEUIL

Pour le capital la vie humaine ne compte pas

TREIZE morts, des dizaines de blessés. Argenteuil vient s'ajouter à la liste de ces catastrophes qui frappent particulièrement l'opinion publique. Comme Feyzin, il y a quelques années, comme Saint-Laurent-du-Pont il y a à peine un peu plus d'un an.

A Argenteuil, comme à Feyzin, comme à Saint-Laurent-du-Pont, c'est l'argent qui a tué. C'est la vie moderne, parce que, telle que nous la vivons, elle est modelée dans tous ses aspects par la recherche du profit.

Certes, on ne connaît pas encore les résultats de l'enquête officielle. On ne les connaîtra peut-être jamais. On ne les connaîtra, de toute façon, pas avant des mois, des années même. Pas avant que le drame qui vient de se produire soit effacé des mémoires. Pas avant qu'il ne constitue plus qu'une nouvelle parmi d'autres, noyée parmi les autres, une réponse arrivant bien trop tard à des questions oubliées depuis longtemps. C'est la tradition. Pourquoi faillirait-elle pour Argenteuil ?

Nul besoin pourtant d'une enquête approfondie pour savoir que ce qui a tué une nouvelle fois, c'est que, dans notre société, la protection de la vie humaine a beaucoup moins d'importance que la nécessité de faire des économies.

C'est pour cela qu'on installe des raffineries dans des zones habitées au mépris de toute sécurité : ça coûte moins cher. C'est pour cela qu'on construit des salles de bal avec des matériaux qui peuvent flamber comme des allumettes : ça coûte moins cher. C'est pour cela que la sécurité est négligée sur les machines, dans les ateliers ou sur les chantiers, au point qu'il y a un mort par heure, en moyenne, dans notre pays, dû à un accident du travail : ça coûte moins cher.

A Argenteuil, la catastrophe est due aux installations du gaz. Ou bien elles n'étaient même pas conçues pour répondre à la nécessité d'assurer une sécurité pleine et entière, ou bien la surveillance nécessaire était négligée. Que la cause du drame soit l'une ou l'autre de ces raisons nous retrouvons encore la volonté de faire des économies.

Comme c'est celle-ci qui explique qu'en 1971 on utilise encore le gaz comme source d'énergie domestique, alors que l'électricité présente de toute évidence beaucoup moins de danger. Peu importe qu'en un an on signale d'innombrables accidents dus au gaz. Peu importe qu'ils aient déjà fait, sans compter ceux d'Argenteuil, vingt-huit morts en une année et bien davantage de blessés.

On continue à utiliser le gaz parce que ça coûte moins cher d'utiliser l'infrastructure existante pour sa distribution que de repenser et refaire le réseau de distribution d'énergie domestique. Cette soif d'économie va même si loin qu'on n'hésite pas à employer un réseau usé et vieilli comme l'est souvent celui de l'ancien gaz de ville pour distribuer un gaz nouveau avec des propriétés différentes comme celui de Lacq, d'Algérie ou de Hollande. Le réseau ne correspond plus tout à fait aux nouvelles nécessités ? Tant pis, une nouvelle infrastructure coûterait trop cher. On fait aller vaille que vaille.

Non, il n'est pas besoin de chercher longtemps pour savoir que la responsabilité de la catastrophe d'Argenteuil incombe entièrement à une société pour qui l'argent a plus de valeur que la vie humaine. Et que les responsables ce sont tous ceux qui tirent profit d'une telle société, et tous ceux qui la défendent.

Près de Bordeaux

LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE DES TAUDIS A TUE 3 ENFANTS

LUNDI 13 décembre, un drame affreux s'est déroulé dans la banlieue bordelaise à Gazinet : un baraquement de bois qui hébergeait deux familles ouvrières a pris feu et trois jeunes enfants sont morts carbonisés.

Cet incendie a montré les conditions de logement qui sont réservées aux travailleurs dans la ville du promoteur de la « nouvelle société ». Dans cette baraque construite depuis 1934 avec des planches et des traverses de chemin de fer vivaient 14 personnes entassées dans 6 minuscules pièces. La mère des 3 enfants avait dû les abandonner dans ce taudis pour aller conduire ses 2 aînés à l'école. Car, bien entendu, dans cette banlieue isolée, au problème des logements de misère s'ajoute l'absence de crèches.

Cette famille ne représente pas du tout un cas exceptionnel puisque aux alentours on retrouve de nombreux baraquements du même type où des familles ouvrières, en majorité portugaises, croupissent depuis des années. Aussi il n'est pas étonnant que ce drame ait soulevé la colère et l'indignation des autres habitants : « Cela ne devrait pas être permis de loger des êtres humains dans de telles conditions », *s'est écriée une voisine.*

La municipalité s'est empressée de reloger la famille sinistrée. Cependant cela faisait 4 ans qu'elle avait promis un logement décent et il a fallu la mort de ces enfants pour accélérer les démarches. En fait, ce drame n'est pas dû à la fatalité mais bien à la politique criminelle des pouvoirs publics en matière de logement. Il illustre bien le mépris du gouvernement vis-à-vis des conditions de vie des travailleurs. Tandis que se construit le « Bordeaux 1980 » où se retrouvera toute la société chabanesque, des familles ouvrières continuent à vivre dans des taudis éternellement provisoires, en absence de toute règle d'hygiène et de sécurité.

sommaire

EN FRANCE

● Leur nouvelle société

Page 8
— La censure et l'O.R.T.F.
— Encore un accident à la gare du Nord.
Page 9
— Le scandale des hôpitaux.
Page 20
— La restriction à l'immigration algérienne.
— Basse, très basse police.

● Le Parti communiste français

Page 6
— Le P.C.F. et la Constitution de 1958.
Page 7
— Réunion du P.C.F. dans le XI[e].
Page 8
— La censure et le P.C.F.

● Dans les entreprises

Page 12
— Echos des entreprises.
Page 13
— Bronzavia (Courbevoie) : les débrayages continuent.
— S.E.V. Marchal (Issy-les-Moulineaux) : débrayage des ouvrières du 143.
Page 14
— Amédée Prouvost (Roubaix) : le patron cherche à licencier un militant C.G.T.
— Paris VII : une grève victorieuse.

DANS LE MONDE

ITALIE
Page 5
— L'élection présidentielle : annonce d'un tournant à droite.
PAKISTAN
Page 5
— Le nouveau régime : pas plus à gauche que le précédent.
LA CRISE MONETAIRE
Pages 10-11
— Un système à la dérive.

DIVERS

Pages 15-16
— Feuilleton.
Page 17
— Cinéma : La folie des grandeurs.
Pages 18-19
— Les livres qu'on peut offrir et ceux que l'on peut éviter d'offrir.

Responsable de la publication :
Michel RODINSON

Composition :
L.I.T.O.
Département Presse Offset
4, rue du Boulol

Impression : Roto technic Offset
Aubervilliers

Adressez toute correspondance à
LUTTE OUVRIERE
B.P. 152-06
75-Paris-6[e]

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois :	**30 F**
	1 an :	**50 F**
sous pli fermé :	6 mois :	**70 F**
	1 an :	**130 F**

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON
PARIS-6851-10

en bref... en bref... en bref...

LA LIBERTE RESTE A OBTENIR EN GRECE

Lors d'un discours, le chef des colonels grecs, Monsieur Papadopoulos, a annoncé qu'en janvier la loi martiale serait supprimée dans certaines régions ; cette levée de la loi martiale toucherait au maximum un tiers du territoire grec.

Dans le même temps le régime annonce des diminutions d'impôts en faveur des classes moyennes.

Par ces mesures, le pouvoir des colonels cherche à se rallier les intellectuels, les professions libérales, en un mot ceux qui forment « l'intelligentsia ».

Il n'est pas impossible que le pouvoir des colonels obtienne le ralliement des classes moyennes qui jusqu'à présent ont boudé et se sont même opposées ouvertement au régime.

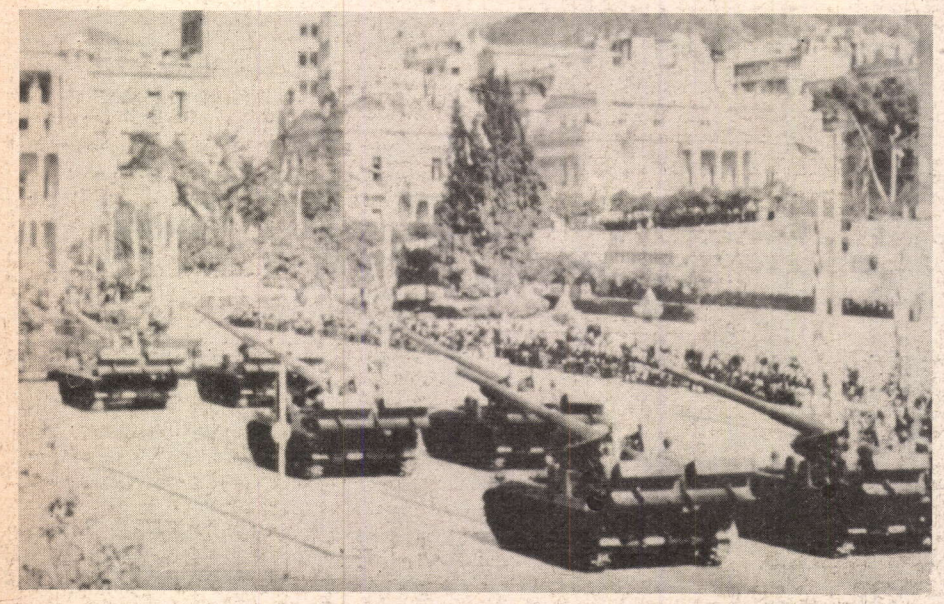
Car si des intellectuels, dont certains de très grande valeur, se dévouent pour la classe ouvrière, leur grande majorité, ils l'ont montré en de tragiques occasions, s'ils ont la possibilité de bien vivre et d'avoir la liberté de leurs mouvements, sont disposés à mettre toutes leurs compétences au service des pires dictatures.

Mais est-ce que ces mesures, justement, suffiront à assurer une vie confortable à ces classes moyennes dans un pays où la moitié des ouvriers travaille à l'étranger ?

En tout cas, pour les travailleurs grecs, les paysans et pour toutes les couches laborieuses de la population, la triste réalité de la dictature, qui du jour au lendemain a été instituée en supprimant toutes les libertés, est toujours bien là.

Il faut dire que s'il y a un peuple qui a été dominé, saigné à blanc, réprimé sans pitié et d'une façon systématique, c'est bien le peuple grec et cela durant toute son histoire.

Et cette liberté que le peuple grec a perdue en 1967 lors du coup d'Etat des colonels reste à conquérir car ce n'est pas même une levée totale de la loi martiale qui la ramènerait.



Des tanks défilant en 1970 pour le 30e anniversaire de la résistance grecque. (Ph. U.P.I.)

GEISMAR LIBERE

« Ma première pensée en sortant de Fresnes, va à mes camarades de Toul, à tous mes camarades des prisons de France. » **C'est la première déclaration de Geismar à sa sortie de prison et quand l'ex-dirigeant de l'ex-gauche prolétarienne parle de ses camarades, il ne désigne pas seulement les détenus politiques maoïstes ou autres, mais bien l'ensemble des prisonniers, politiques et droits communs. Venant après les mesures de Pleven sur les colis de Noël et la répression de la mutinerie de Toul, ces paroles expriment autre chose qu'une solidarité de pure forme. Ce sont donc des raisons supplémentaires de combattre et de militer que Geismar a trouvées en prison et il a tenu à le dire à sa libération.**

En condamnant Geismar à dix-huit mois d'incarcération, la justice aux ordres voulait tout à la fois décapiter le mouvement maoïste et faire un exemple. Elle a échoué dans ces deux objectifs. Le mouvement gauchiste en général comme le mouvement maoïste en particulier ont continué à se développer en dépit de la loi anti-casseurs, et de son application. Les mesures d'intimidation du gouvernement sont restées sans effet et l'on peut affirmer justement que le mouvement gauchiste dans son ensemble a su se lier à de nouvelles couches opprimées de la population et exprimer le mécontentement et la combativité de beaucoup. Aujourd'hui Geismar libéré reprend tout naturellement sa place dans les rangs des révolutionnaires et tous les révolutionnaires, même s'ils ne partagent pas les idées maoïstes, saluent fraternellement ce retour.

(Ph. A.F.P.)

ATTENTION... PARKING !

Le directeur d'un parking de Dijon vient d'être inculpé d'homicide par imprudence. Le 11 novembre dernier, un de ses clients mourait d'une intoxication par oxyde de carbone. Il avait passé une heure dans le parking embouteillé avant d'en atteindre la sortie. Depuis, un arrêté préfectoral avait fait fermer les trois derniers étages du parking. Il avait fallu pour cela que l'accident arrive. Et ce cas est loin d'être isolé.

Dans toutes les grandes villes, les encombrements croissants de la circulation, les interdictions de stationnement nécessitent la construction de parkings. Mais lorsque ceux-ci sont construits, ce ne sont pas les normes de sécurité qui règlent leur construction mais la loi du plus grand profit. Ainsi voit-on de trop rares parkings, mais immenses et chers, accumulant les étages souterrains.

A Orly, le jour où Pompidou est parti pour les Açores, la catastrophe a été évitée de justesse. La foule de gens venue voir... soit Pompidou, soit le « Concorde », était encore immobilisée plus de deux heures après au fond du parking, alors que Pompidou était presque arrivé aux Açores. Imperturbablement le préposé continuait à faire payer automobiliste après automobiliste. Ce n'est que lorsqu'un client abandonnant sa voiture en titubant, alla se plaindre aux C.R.S. que ces derniers firent ouvrir d'autorité les portillons et dégager les voitures.

On peut bien sûr penser que la bêtise du préposé est en partie responsable, comme celle d'ailleurs de tous ces gens venus à Orly ce jour-là, mais elle l'est infiniment moins que ne le sont tous ces promoteurs, avides de gains, qui font construire ces parkings non seulement sans prévoir ce qui se produirait en cas d'incendie, mais même à chaque heure de pointe.

LE MUSCLE, ÇA RAPPORTE... A QUELQUES-UNS

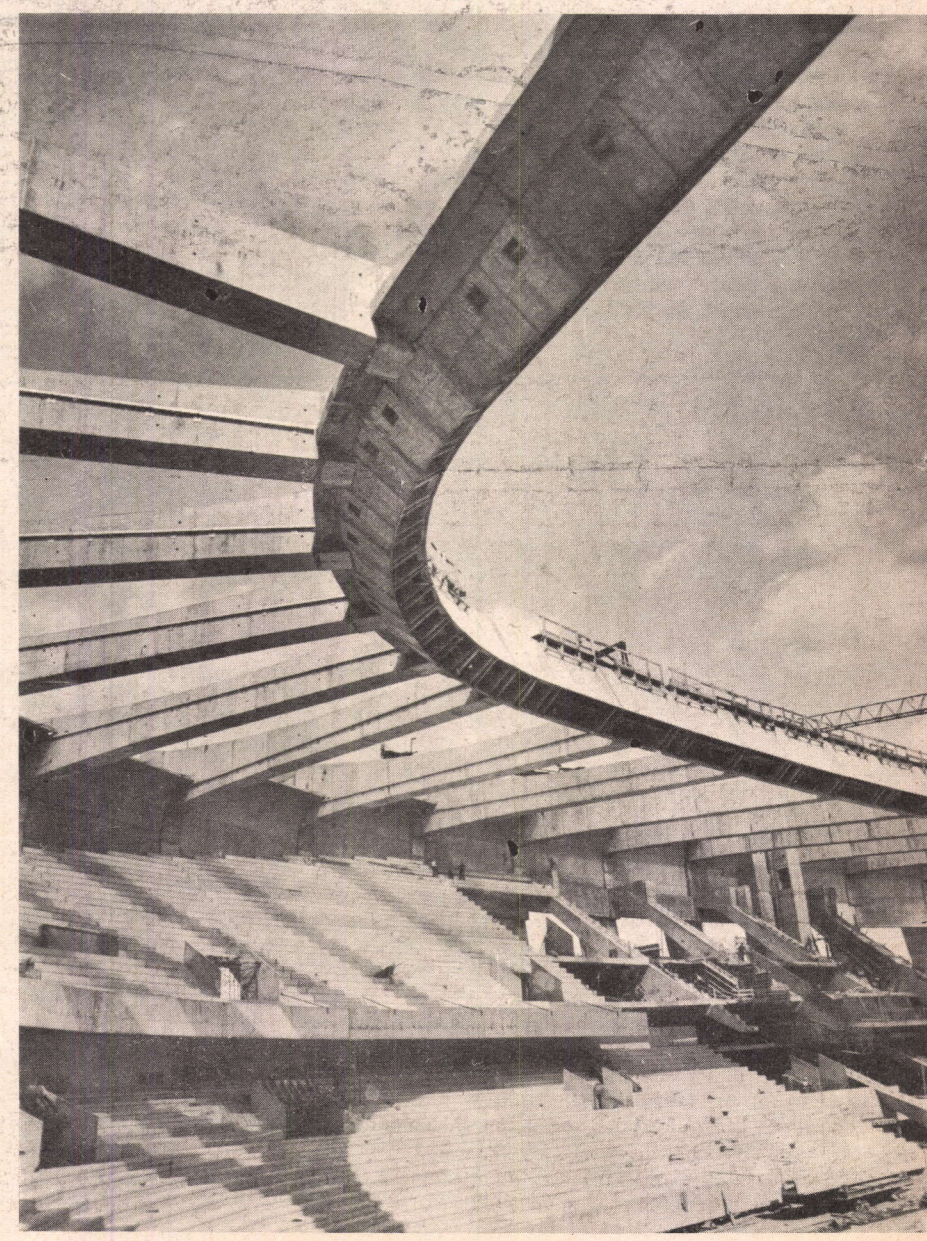
Si, après trois heures de débats, le Conseil de Paris n'a su donner le coût définitif du Parc des Princes, nous savons, par contre, comment le prix de ce temple du muscle a évolué sur quatre années.

En 1968, il est estimé à 45 millions, puis à 52 en 1969, à 78 millions en 1971. En juin, le préfet réclame une rallonge de 11 millions, qui n'est accordée qu'à moitié. Le préfet Verdier, qui succède à M. Diebolt, vient de déclarer que cette estimation de son prédécesseur était finalement bien en-deçà de la réalité : il demande 22 millions supplémentaires, qui lui sont accordés par le Conseil de Paris, dont la majorité est la même que celle du gouvernement et fricote avec les mêmes types de sociétés.

Donc, en quatre ans, le coût des travaux du Parc des Princes aura augmenté de 100 %, puisqu'il passe de 45 à 89 millions !

Mais le plus triste dans cette histoire, dont les Parisiens font les frais, c'est que le préfet a déclaré qu'il n'y a pas de scandale. Il pensait sans doute à La Villette, car la construction serait complexe, révolutionnaire, et caetera...

Pourtant, il semble bien que les salaires n'ont pas augmenté de 100 % en quatre ans et les gens qui doivent être étonnés, ce sont les éboueurs, les employés de l'administration, les femmes de service des cantines scolaires, bref, tout ce petit monde qui travaille dans l'administration municipale. Et si tous les travailleurs de la ville de Paris qui dépendent du préfet réclamaient une augmentation équivalente à celle des travaux du Parc des Princes, on verrait bien si le préfet Verdier ne serait pas scandalisé.



Une vue partielle du Parc des Princes. *(Ph. U.P.I.)*

ITALIE

L'élection présidentielle : amorce d'un tournant à droite ?

IL aura fallu aux 1 008 grands électeurs qui, en Italie, choisissent le Président de la République, 23 tours et 15 jours de scrutin pour parvenir à l'élection de Giovanni Leone, démocrate-chrétien dit « homme de médiation ». Pendant quinze jours, les journalistes, en particulier français, ont pu ironiser lourdement sur l'indécision et la confusion de la « classe politique » italienne, et sur l'inadaptation du système parlementaire. La comparaison avec la IVe République française est facile. Facile également de rappeler que la IVe République mit, elle aussi, très longtemps à choisir un Président : René Coty ; et que celui-ci fut le dernier.

En tous cas, même si l'analogie avec la IVe République n'est guère valable en tous points, une chose est certaine : les difficultés de cette élection présidentielle illustrent la crise du système parlementaire actuellement en vigueur, et viennent de contribuer à l'approfondir. Pour comprendre l'enjeu de l'élection présidentielle, il faut la replacer dans son contexte.

Pour gouverner, la bourgeoisie italienne dispose d'un grand parti : la Démocratie Chrétienne qui est, avec 40 % des suffrages aux élections, l'axe obligatoire de toute coalition gouvernementale. A gauche, le Parti Communiste (26 % des suffrages) et, à droite, les néo-fascistes du M.S.I., sont exclus à priori de toute coalition. Celle-ci ne peut donc être que très précaire. Depuis plusieurs années, la coalition de centre-gauche, de crise en crise, se succède à elle-même pour la seule raison qu'il n'est guère d'autre possibilité gouvernementale. En fait, l'existence d'un important Parti Communiste en italie pose à la bourgeoisie italienne un gros problème, analogue à celui de la IVe République française. Le P.C.I. étant exclu à priori de tout gouvernement, le bipartisme à l'américaine est impossible. La seule possibilité est une coalition comprenant les démocrates chrétiens. Mais celle-ci ne peut avoir qu'une majorité faible, qui est remise en question chaque fois qu'une décision importante est à prendre, et que l'un ou l'autre des partenaires est en désaccord. En fait, le P.C.I., même exclu du gouvernement, garde un rôle important, et une décision ne peut guère passer sans au moins sa neutralité. C'est grâce à son soutien de fait que le centre-gauche peut, tant bien que mal, gouverner l'Italie.

Le P.C.I., tout comme son homologue français, fait des pieds et des mains, depuis longtemps, pour montrer qu'il est un parti « de gouvernement » tout à fait « responsable », et que la meilleure solution à la crise, c'est l'élargissement de la majorité actuelle à lui-même, une ouverture vers des « équilibres plus avancés », version transalpine de la « démocratie avancée » chère au P.C.F. Mais la bourgeoisie italienne y est hostile. Non qu'elle se fasse des illusions sur le caractère révolutionnaire du P.C.I., mais celui-ci reste pour elle un parti suspect pour deux raisons : ses liens avec l'U.R.S.S., et ses liens avec une classe ouvrière qui montre depuis trois ans une grande combativité.

Au contraire, face à la vague de grèves que connaît le pays depuis trois ans, le patronat italien est de plus en plus partisan d'une politique de force, et regrette que la fragilité du gouvernement la rende difficile. La bourgeoisie italienne rêve d'un « pouvoir fort » à la De Gaulle, d'une République présidentielle affranchie de cette hypothèse qu'est la forte représentation communiste. Certains même appellent de leurs vœux, une « République des Colonels » à la grecque. Ce qui ne signifie pas que, en l'absence d'un « homme providentiel » à la De Gaulle, ou d'une occasion favorable, la République actuelle ne puisse encore longtemps se survivre à elle-même.

En tous cas, les élections présidentielles ont vu un demi-échec de la Démocratie Chrétienne à présenter un tel « homme providentiel ». Car Amintore Fanfani, Président du Sénat et candidat de la Démocratie Chrétienne n'a pas réussi à être élu. Et Fanfani se présentait depuis longtemps comme le partisan d'un « gaullisme à l'italienne », prétendant que le Président de la République, loin de se contenter du rôle de potiche, doit gouverner effectivement — ce dont la Constitution lui donne la possibilité théorique —. La D.C. n'a pas réussi à imposer Fanfani. Les socialistes se sont obstinés à voter en même temps que le P.C. pour un candidat « des gauches », De Martino, puis Nenni, refusant de le retirer tant que le candidat démocrate-chrétien serait Fanfani. Pire, la D.C. a assisté à la défection d'une partie des siens, qui se sont abstenus plutôt que de voter Fanfani. Les tours de scrutin auraient donc pu se succéder indéfiniment si la Démocratie Chrétienne ne s'était finalement résignée à le retirer, pour le remplacer par un candidat moins marqué à droite, Giovanni Leone, présenté comme plus ouvert aux compromis que le « gaulliste » Fanfani. Celui-ci, s'il veut vraiment être le « De Gaulle italien » en est donc pour ses frais ; les parlementaires que sont les 1 008 grands électeurs ne tiennent pas à élire un homme qui promet de réduire leurs pouvoirs. De Gaulle pour s'imposer à la « classe politique » de la IVe, eut besoin du coup de force d'Alger, et Amintore Fanfani n'a rien de tel à sa disposition.

L'élection de Giovanni Leone peut quand même être, pour l'Italie, l'amorce d'un tournant à droite. Car la D.C. a refusé de présenter Aldo Moro, qui aurait bénéficié des voix socialistes. Dans ces conditions, ceux-ci ont continué de présenter leur propre candidat et de voter pour lui. Ainsi les voix de la coalition de centre-gauche se sont partagées. La majorité qui a élu Giovanni Leone n'est pas une majorité de centre-gauche, mais une majorité de droite comprenant même probablement des voix néo-fascistes. Ainsi, les socialistes risquent-ils de se trouver rejetés de la coalition. Quant au P.C., il vient de subir lui aussi un échec. A ses offres d'ouverture à gauche, la Démocratie Chrétienne, en présentant un candidat de centre-droit, vient d'opposer une fin de non-recevoir. Elle n'est pas disposée, pour l'instant, à ouvrir au P.C. les portes du pouvoir et est plus encline à les lui fermer. Tel est le sens du scrutin.

Ainsi, le centre-gauche a du plomb dans l'aile, et les tentatives de tournant à droite se précisent. Les perspectives d'« équilibres plus avancés » s'éloignent. Pour prix de ses courbettes et de ses offres de service, le P.C.I. est payé en monnaie de singe par une bourgeoisie qui ne rêve, en fait, que de trouver enfin le moyen de se débarrasser de lui.

André FRYS.

Giovanni Leone : un démocrate-chrétien soutenu par la droite. *(Ph. U.P.I.)*

PAKISTAN

Le nouveau régime : pas plus à gauche que le précédent

LE général Yahya Khan a démissionné de son poste de président de la République pakistanaise. Ou plutôt, il a été démissionné. Le régime militariste d'Islamabad, s'il n'est pas sensible à la volonté populaire exprimée lors d'élections, est très sensible à la défaite militaire. Ce type de régime, qui s'apparente au régime nassérien, résiste très difficilement moralement à la défaite. Le fait que le Pakistan ait dû mettre bas les armes devant l'Inde risquait d'entrainer la contestation du régime par la population. Tant vis-à-vis des militaires que des masses populaires, il fallait un responsable, Yahya Khan a été sacrifié, personne ne le regrettera.

Les classes dirigeantes pakistanaises ont remplacé Yahya Khan par Ali Bhutto, grand propriétaire foncier, artisan du rapprochement avec la Chine. Cela ne signifie en aucune façon une évolution à gauche. Ce que la droite reprochait à Yakya Khan, c'était de ne pas avoir continué la guerre. Notons en passant, qu'en Inde, Indira Gandhi a encouru le même reproche de la part de sa droite qui aurait voulu que l'Inde reprenne le Cachemire et aille même jusqu'à remettre en cause l'existence du Pakistan lui-même. La Chine et l'U.R.S.S. se sont retrouvées parallèlement les alliées des tendances les plus réactionnaires de chacun des deux régimes.

Bien qu'à l'annonce de la cessation des hostilités les membres du Parti du peuple d'Ali Bhutto descendirent dans la rue pour manifester pour la reprise de la guerre, c'est en fait à des négociations qu'Ali Bhutto va avoir recours. Son nationalisme va surtout servir à faire accepter à la population de draconiennes mesures économiques :

« Je ne tolérerai ni le lock-out, ni les grèves et n'hésiterai pas à nationaliser au nom du peuple. Les personnes qui ont des comptes bancaires à l'étranger doivent les rapatrier... Mes forces armées ont besoin d'argent. Mes forces armées ont besoin d'armes. »

Ali Bhutto va instituer un contrôle sévère contre les exportations de capitaux et va demander à la population du Pakistan de travailler encore plus. Cela, il va le faire bien sûr au nom du socialisme « islamique ». Mais il n'y a rien de socialiste dans ce qu'Ali Bhutto propose. Giscard d'Estaing a fait la même chose en France. Et le fait qu'Ali Bhutto soit un grand ami de Pékin, le fait qu'il fasse de fréquents voyages en Chine ne juge pas le nouveau régime pakistanais, cela juge seulement le régime chinois.

Geneviève LAGRANGE.

LE PARTI COMMUNISTE ET LA CONSTITUTION DE 1958

DEPUIS des années, le Parti communiste français se présente à la bourgeoisie comme un parti de gouvernement. Pour cela il lui faut éviter au maximum de l'effrayer, c'est-à-dire en l'occurence d'effrayer ses alliés bourgeois de l'Union de la gauche, et surtout ne pas toucher aux points auxquels la bourgeoisie est attachée. Et depuis treize ans, la bourgeoisie française a montré qu'elle tenait à la Constitution et au régime « stable » établi en 1958 par De Gaulle et qu'elle ne consentirait jamais à revenir à des solutions du type de celles de la IV^e^ République qui évoquent pour elle le spectre de « l'instabilité gouvernementale ».

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner si la position du P.C.F. sur le problème des institutions a changé du tout au tout en treize ans et est passée de la condamnation absolue, du refus total d'une Constitution « fasciste », à une acceptation, du moins tacite, de cette même Constitution.

1958 : « Halte au fascisme ! »

En 1958, au moment de l'élaboration du projet de Constitution et du référendum qui doit le sanctionner, la position du P.C.F. est sans équivoque.

Le 26 juin 1958, *France Nouvelle* publie une déclaration du Bureau politique : *« La Constitution qu'il* (De Gaulle) *prépare s'attaque aux principes mêmes de la démocratie... »* Dans le même numéro, on peut lire les commentaires suivants : *« Les autres aménagements annoncés confirment l'orientation vers un Etat de type fasciste... »* D'ailleurs le même article compare De Gaulle à Mussolini et à Franco. Ce n'est pas la seule comparaison flatteuse que *France Nouvelle* trouve à lui appliquer. On parle aussi de Napoléon III (et de ses plébiscites) et de Pétain. En juillet 1958, le P.C.F. appelle ses militants à suivre une série de cours sur les thèmes suivants : « démocratie, pouvoir personnel, dictature militaire, fascisme... » pour les préparer à la campagne pour le « non » au référendum.

Le 14 août 1958, *France Nouvelle* écrit : *« Le projet de Constitution gaulliste est une machine de guerre contre les travailleurs. »* Le 25 septembre, à la veille du référendum, on lit ceci : *« Le référendum-plébiscite devait, selon De Gaulle et les siens, légaliser le coup de force et instaurer un régime ouvrant la voie au fascisme. »*

Face à ces menaces de fascisme, le P.C.F. propose : la création de Comités de défense de la République et... le retour à la Constitution de 1946, modèle de démocratie. Un article de *France Nouvelle* du 24 juillet 1958 porte le titre suivant : *« La Constitution de 1946, victoire sur le pouvoir personnel » ;* dans un autre article du 7 août, on peut lire : *« La Constitution de 1946... découle entièrement du principe énoncé dès l'article 3 : le peuple est souverain. »*

Pour le P.C.F., cette campagne se solda par le résultat que l'on sait, la perte d'un million de voix et une victoire écrasante des « oui ».

Pourtant, le P.C.F. resta encore plusieurs années sur une position de refus total de la Constitution de 1958. Le 6 juin 1962, au cours d'un exposé sur le programme du parti intitulé *« L'avenir démocratique de la France »*, Waldeck-Rochet déclarait : *« La Constitution gaulliste consacre la liquidation des droits du Parlement et l'instauration du pouvoir personnel... C'est pourquoi la première disposition inscrite en tête de notre programme tend à rétablir la souveraineté nationale par l'élection au suffrage universel et au scrutin proportionnel d'une Assemblée nationale souveraine ayant des pouvoirs constituants et dont la tâche essentielle sera de doter le pays d'institutions nouvelles vraiment démocratiques... »*

Déjà, il n'est plus question de revenir à la Constitution de 1946, décidément trop déconsidérée. Mais il n'est pas question *non plus d'accepter les institutions du « pouvoir personnel »*. Et la position du parti reste encore très ferme au moment du référendum sur le mode d'élection du président de la République en octobre de la même année. Le P.C.F. se prononce catégoriquement contre l'élection du président au suffrage universel.

1962 : « Non » au référendum monarchique

Là encore, on parle de bonapartisme, de retour à la monarchie... Le 26 septembre 1962, à l'annonce du référendum, l'éditorial de *France Nouvelle* roule sur un parallèle entre De Gaulle et le comte de Paris : *« Le gaullisme ramène ce pays à l'âge de la monarchie... de Capet à De Gaulle, la boucle est ainsi bouclée. »* Le 3 octobre, Maurice Thorez écrit : *« De Gaulle [...] ne se contente plus de cette Constitution [...] imposée [...] dans une atmosphère de panique, de chantage à la guerre civile [...] Cette Constitution-maison [...] le président de la République veut en accentuer le caractère autocratique et monarchique... »* Et le 24 octobre, François Billoux écrit dans l'éditorial : *« Le prétexte du plébiscite est la modification de la Constitution. Le but réel est de liquider les vestiges de la démocratie en France. »*

Et aux élections suivantes, en novembre 1962, le P.C.F. aura toujours à son programme l'élection d'une Assemblée constitutante au scrutin proportionnel.

Mais c'est en 1965, au moment de la candidature de François Mitterrand, que la position du P.C.F. sur les institutions marque un changement décisif.

1965 : La candidature de Mitterrand

A ce moment-là, en effet, le problème des institutions, *« première disposition inscrite en tête du programme »* en 1962, passe brusquement au second plan. On ne trouve plus que de rares et vagues allusions au problème, mais plus question de revendications précises comme celle de l'Assemblée constitutante.

Mais sur ce problème, l'accord semble avoir été ardu avec le candidat unique de la gauche. Le 29 septembre 1965, *France Nouvelle* écrit: *« François Mitterrand s'est prononcé pour une révision de la Constitution gaulliste, pour la suppression des articles qui consacrent le pouvoir personnel, pour la responsabilité du gouvernement devant le Parlement. »* Il est vrai que l'article reconnaît ensuite que cette position n'est pas exactement celle du P.C.F. Mais le problème n'apparaît pas fondamental. D'ailleurs, pendant toute la campagne présidentielle, les déclarations virulentes de 1958 et 1962 contre le fascisme, pour la défense de la démocratie... sont remplacées par la formule qui a le mérite de ne rien vouloir dire de précis sur le plan des institutions : *« Se débarrasser du pouvoir personnel »*.

La seule modification des institutions à laquelle le P.C.F. reste attaché est le changement du mode de scrutin. Il est vrai que pour le justifier, il trouve des arguments curieux. Le scrutin proportionnel n'est pas plus juste, mais il permettrait une majorité de gauche *stable*. En fait, il s'agit pour le parti de se justifier de l'accusation de vouloir revenir à l'instabilité de la IV^e^ que lance la droite. *«N'oublions pas que depuis 1947 les modes de scrutin... étaient minutieusement étudiés pour réduire le plus possible la représentation des électeurs communistes. »* (6 octobre 1965).

Par contre, il admet presque ouvertement l'élection du président de la République au suffrage universel. Le 15 septembre 1962, on lit dans *France Nouvelle*: *« Il* (le président) *est l'élu du suffrage universel... Peut-on sérieusement parler de suffrage universel quand les électeurs n'ont même pas la possibilité d'être informés puisque l'essentiel des moyens d'information sont entre les mains du pouvoir. »* Il suffirait donc... d'une modification du statut de l'O.R.T.F. pour que cette institution *« monarchique et réactionnaire »* en 1962, devienne en 1965 démocratique.

Le programme de gouvernement

En fait la position du P.C.F. sur le problème des institutions ne variera plus beaucoup à partir de 1965. Le programme pour un gouvernement démocratique d'Union populaire qu'il vient de publier relègue le problème des institutions à une place très secondaire et ses propositions sont très limitées : scrutin proportionnel, suppression ou modification de quelques articles dont le fameux article 16 sur les pouvoirs spéciaux qui permettrait au gouvernement, dans certaines circonstances, de gouverner en se passant des Chambres.

On pourrait évidemment se demander comment il est possible, par des mesures aussi limitées, de faire d'une Constitution *« fasciste »* une Constitution démocratique, et même *« démocratique avancée »*.

Mais pour le P.C.F., le problème n'est pas d'être cohérent avec ses anciennes positions. Il est de se faire accepter par la bourgeoisie. Et il a déjà prouvé qu'il était prêt à céder sur bien autre chose que sur le problème des institutions.

Danielle TALSAN.

Le 28 mai 1958, manifestation contre la venue de De Gaulle au pouvoir. Depuis, la position du P.C.F. s'est considérablement adoucie. (Ph. U.P.I.)

QUAND LE P.C.F. VEUT « GAGNER DU TEMPS »

DITES-MOI, MONSIEUR LEROY

L'ABANDON du mot d'ordre de Constituante (mot d'ordre qui n'avait en lui-même rien de révolutionnaire mais montrait un certain radicalisme du P.C.F. au niveau... des problèmes constitutionnels) et l'adaptation du programme du P.C.F. à la Constitution de 1958 dite « de pouvoir personnel » est un des points sur lesquels le P.C.F. manifeste quelque embarras dans ses explications. Ce point lui est d'autant plus sensible que, pendant quatre ans, les militants du P.C.F. se sont employés à propager l'idée de la Constituante et qu'ils sont aujourd'hui eux-mêmes un peu désorientés par le « changement de cap ».

Les explications de la direction du P.C.F. sont donc laborieuses. En voici un exemple donné lors d'une récente réunion publique à Orléans tenue par Roland Leroy pour présenter le programme et repris par l'Humanité *du 17 décembre 1971.*

— Pourquoi ne demandez-vous pas la convocation d'une Assemblée constituante et vous contentez-vous de l'abrogation de l'article 16 ? N'est-ce pas s'installer dans le système ?

« Notre programme est bien plus avancé que la revendication d'une Assemblée constituante. Il est faux de dire que nous nous contentons de l'abrogation de l'article 16. Etablissant la représentation proportionnelle pour toutes les élections, se fondant sur le contrat de législation, établissant les droits du Parlement et ceux du gouvernement et les rapports entre eux, notre programme définit les pouvoirs du président de la République. Il prévoit donc l'abrogation ou la modification des articles 16, 5, 11, 12 et 19 de la Constitution. Ainsi, seront créées les conditions qui permettront non seulement d'abroger le pouvoir personnel mais de mettre immédiatement en œuvre une démocratie politique et économique totalement nouvelle. Le temps de l'élection d'une Constituante, de l'élaboration d'une Constitution, de sa discussion, de sa ratification est un temps précieux qui, économisé, sera utilisé efficacement pour créer — sans plus attendre — les conditions de l'épanouissement de la démocratie et de la mise en service d'une politique sociale qui permettra à tous de vivre mieux. C'est, en ce sens, que notre programme de gouvernement est beaucoup plus avancé que la revendication d'une Constituante. »

Ainsi la simple modification de cinq articles permettra de « mettre immédiatement en œuvre une démocratie politique et économique totalement nouvelle ». Le spectre du « pouvoir personnel » que le P.C.F. a agité des centaines de fois depuis 1958 ne tenait donc qu'à cela ?

Et puisque le P.C.F. veut économiser un temps précieux pour que tout le monde puisse mieux vivre plus vite pourquoi diable refuse-t-il de s'engager sur le retour immédiat *aux 40 heures ou l'obtention* immédiate *de la retraite à 60 ans dès l'instauration d'un gouvernement de gauche ? L'abandon de la notion de « progressivité » ne serait-elle pas, là aussi, du temps de gagné ?*

Réunion du P.C.F. le 14 décembre à Paris XI[e]

C'EST devant 150 personnes environ que Raymond Guyot, membre du Bureau politique (assisté de Jacques Kahn, spécialiste des questions économiques à l'Humanité et de Jacques Chambaz, conseiller municipal) a présenté le programme de gouvernement du PCF le mardi 14 décembre au cinéma l'Artistic dans le XI[e] arrondissement. La salle est formée pour moitié au moins de militants et de sympathisants du P.C.F. qui ponctuent chaque intervention de Guyot par des applaudissements frénétiques. La composition sociale du public est un peu à l'image de celle de l'arrondissement : quelques artisans et commerçants, des cadres et techniciens et des ouvriers que l'on voit surtout dans le service d'ordre. Outre des camarades de notre tendance, les gauchistes sont représentés par des militants de la Ligue Communiste.

Après une introduction de Guyot assez brève, la discussion avec la salle commence.

A la question posée par un de nos camarades : « les 1 000 F inscrits dans votre programme sont-ils simplement un souhait ou un engagement précis de votre part que le S.M.I.C. ne pourra être inférieur à ce chiffre », Kahn répond qu'il s'agit de l'engagement que ce chiffre de 1 000 F, auquel aucun salaire ne devra être inférieur, sera fixé par décret par le gouvernement de gauche dès que celui-ci arrivera au pouvoir. Que ce soit sur les salaires ou les logements tous les orateurs insistent d'ailleurs sur la place importante qu'on réservera aux ingénieurs et cadres, s'élèvent contre toute revendication « démagogique » qui tendrait à « écraser la hiérarchie ».

Le coup de chapeau aux cadres « catégorie éminente » est d'ailleurs suivi d'un éloge aux commerçants, artisans et industriels français qui « aiment le travail bien fait ».

On passe rapidement sur une question à propos du rôle de la femme, Guyot invitant celle qui l'a posée et qui jugeait que le programme y consacrait trop peu de place à envoyer une contribution écrite au siège du Parti ; on répond à une autre question portant celle-là sur le logement, puis le ton va monter. En effet un camarade de la Ligue, après un assez long rappel de la situation en Bolivie, demande à Guyot si, au cas où la bourgeoisie était disposée à faire appel à l'armée pour renverser un gouvernement de gauche, le PCF serait prêt à décréter l'armement du prolétariat ?

La question elle-même avait déjà provoqué un certain mécontentement parmi les militants du P.C.F. de la salle et le camarade de la Ligue avait bien eu du mal à aller jusqu'au bout de l'énoncé. Mais lorsque Guyot répond, les militants du P.C.F. se déchainent. Guyot dit en substance : « Nous sommes toujours prêts à prendre les armes, nous l'avons montré pendant la guerre en organisant la Résistance ». Des militants staliniens de la salle : « Oui et d'ailleurs à cette époque les trotskystes étaient du côté des nazis », « ils étaient à la Légion des Volontaires Français », « tous membres de la Milice », « A Charonne il n'y avait pas de trotskystes parmi les victimes, rien que des membres de notre parti ».

Guyot va d'ailleurs continuer sa réponse en opposant ce qui s'est passé en Bolivie « situation dans laquelle la IV[e] Internationale porte une lourde responsabilité » au « processus révolutionnaire » qui a eu lieu au Chili où là les partis de gauche ont su s'unir. A propos du Chili il va s'en prendre violemment au rôle « provocateur » du « M.I.R. trotskyste » soulignant que «les camarades Allende et Fidel Castro » se sont opposés aux provocations du M.I.R. en demandant notamment aux mineurs d'arrêter leur grève et de renoncer à des augmentations de salaires « démagogiques ». La salle, ou du moins une partie d'entre elle, est à ce moment prise de frénésie. Les applaudissements éclatent, ponctués de cris « oui », « très bien ».

Intervient alors une camarade qui se présente à son tour comme « membre de la Ligue Communiste, section française de la IV[e] Internationale ». Le brouhaha recommence aussitôt. Cette fois la question porte sur l'exclusive que le P.C.F. porte envers le Front de Solidarité Indochine « reconnu par les camarades de la R.D.V.N., du G.P.R. et des autres mouvements révolutionnaires indochinois ». Là encore Guyot, sous les applaudissements, attaque les gauchistes qui brûlent les voitures et cassent les vitrines pour souligner finalement qu'à de nombreuses reprises les dirigeants nord-vietnamiens, cambodgiens et laotiens avaient félicité le P.C.F. pour son action en faveur des peuples indochinois. Il devait d'ailleurs annoncer que des représentants officiels des mouvements révolutionnaires indochinois assisteraient à une grande réunion prévue à Paris en février prochain.

A la fin de cette réponse Guyot va se lancer dans une longue explication sur les gauchistes, invitant la salle à les laisser parler, prenant un ton paternel pour expliquer que, lui aussi, avait été jeune et impatient, et que ces jeunes trompés trouveraient le vrai chemin de la révolution, c'est-à-dire celui du P.C.F., comme l'avaient fait avant eux des dizaines de milliers d'autres depuis mai 1968.

Il est alors 23 h. Près de la moitié de la salle se vide. Un troisième militant de la Ligue intervient alors à propos de Vierzon et de la salle refusée par la municipalité P.C.F. à L.O. Il ne nomme d'ailleurs ni Vierzon, ni L.O. Guyot, qui n'a pas l'air au courant que la salle a finalement été accordée, justifie le refus de la municipalité vierzonnaise en affirmant que pendant des semaines le groupe gauchiste local a calomnié le maire sans aucune raison.

Dans le hall des militants font la quête dans un drapeau tricolore pendant que d'autres vendent le livre de poche sur le programme du Parti.

Correspondant L. O.

QUAND LE PARTI SOCIALISTE S'INSURGE

LA vieille S.F.I.O. devenue Parti socialiste tout court a des problèmes avec la jeunesse. Que ce soit chez les ouvriers, dans les lycées, ou chez les étudiants, elle ne passe pas la rampe.

Ce n'est pas nouveau. Mais jusqu'ici, elle en prenait son parti. Il n'en est plus de même depuis que M. Mitterrand a pris les rênes. Celui-là a les dents longues. Il ne se résigne pas à voir les jeunes tourner plus souvent leurs regards vers ces « zozos » *de révolutionnaires — le mot est de lui — que vers la « vieille maison ». Aussi vient-il d'inspirer à ses amis une « offensive » en direction de ces jeunes qui, dans leur folie, rêvent d'un autre socialisme que celui des conseils municipaux, des assemblées parlementaires et des conseils ministériels bourgeois. Mais, faute de pouvoir reprendre à son compte leurs aspirations réelles, le sens de leur combat, leurs refus, leur colère et leurs si peu parlementaires méthodes pour se faire entendre, il va essayer de reprendre... leur langage ! C'est moins dangereux.*

Pour cette « offensive », il fallait d'abord ranimer l'antique « Mouvement de la Jeunesse Socialiste », moribond depuis des dizaines d'années. Le ressuscité, faute de se signaler par son activité, tente de le faire à coups de proclamations et d'épithètes ! C'est à cette volonté de n'être pas moins fort en gueule que les autres, que le petit bulletin de cette invisible « Jeunesse Socialiste » doit son titre : L'Insurgé ! *Le sous-titre proclame cet* Insurgé, « organe de combat » *du* « Mouvement ». *Dans le n° 3, on parle de* «rentrée rouge », *de* « la colère et de la révolte ». *M. J.-P. Chevènement fait des phrases :* « La gauche sans la jeunesse n'est pas la gauche. (...) Imagination et hauteur de vues, esprit militant et goût de la vérité ne se séparent pas » ! *Tout cela sous le titre, sans doute parodique, de* « Au premier rang ! ». *D'autres ont un peu plus le sens des réalités qui déclarent modestement :* « Il est grand temps d'agir et de recruter ! ». *Ce qui est une manière comme une autre de dire cette vérité d'évidence que la « Jeunesse Socialiste » n'agit, ni ne recrute.*

La tentative ne prouve à l'évidence qu'une chose ; c'est que l'ex-S.F.I.O. est consciente de l'influence des idées révolutionnaires sur la jeunesse. Et que pour essayer de « mordre » sur cette jeunesse « gauchiste », elle est prête à se donner le ridicule de la singer. Tout en se figurant qu'elle pourra camoufler son véritable caractère, derrière l'écran fragile de son... vocabulaire !

Mais les messieurs jeunes-vieux de la social-démocratie verront sous peu que ce n'est pas leur Insurgé *de carton-pâte qui leur vaudra l'estime et la confiance militante de la jeunesse. Les mots vidés de leur contenu ne valent rien. Les jeunes travailleurs se reconnaîtront en ceux qui se battent à leurs côtés, tous les jours, et pas avec les vieux-jeunes S.F.I.O. qui ne savent, depuis des dizaines d'années, parler que tripotages électoraux, combines d'appareil et conservatisme bourgeois dans tous les domaines.*

Les messieurs du Bureau national des « jeunesses » du parti de Mitterrand ne sont, pour reprendre le vocabulaire qui fleurit si anachroniquement dans leur journal, ni « insurgés », ni « combattants », ni « rouges », ni même « en colère ». Pas plus des « révoltés ». Comme « Mouvement » ils se signalent surtout par leur immobilité. Ils ne sont pas « au premier rang », mais au dernier. Quant à leur « hauteur de vues », à leur « imagination », à leur « goût de la vérité », et à leur « esprit militant », il n'en apparaît pas beaucoup de traces dans leur organisation...

Il y a de quoi rire à les entendre forcer le ton et essayer de faire passer le plus lamentable et le plus plat des réformismes sous les formules du gauchisme (verbal). Mais qui ne voit pas que c'est parce que la chose est fade qu'elle a besoin d'un titre relevé ?

Antoine VEGA.

Réunions publiques de LUTTE OUVRIERE

Bordeaux

Le programme du P.C.F. est-il un programme pour la bourgeoisie ou pour la classe ouvrière ?

7 janvier à 20 h 30

à L'AIGLON

place Puy-Paulin

BORDEAUX

Participation aux frais : 1 F

Paris

La Chine gardienne du statu quo en *Asie*

7 janvier à 20 h 30

GRANDE SALLE de la MUTUALITE

24, rue Saint-Victor

PARIS V[e]

Participation aux frais : 2 F

Maurice Clavel à Renault-Billancourt ou "la censure et le P.C.F."

MERCREDI 22 décembre, Maurice Clavel est venu vers midi place Nationale à Billancourt. Son arrivée avait été annoncée la veille par un tract signé « les maos de Renault », ce qui avait entraîné pour le mercredi une réponse du P.C.F. intitulée « une diversion » et dont le contenu était particulièrement savoureux. En voici un extrait :

UNE DIVERSION

C'est devenu une règle : chaque manœuvre de l'Etat patron et de la direction contre les salariés comporte sa démonstration « gauchiste » aux portes avec son cortège « désintéressé » de représentants de l'O.R.T.F. et des stations périphériques. Cette fois, au lendemain du report des discussions au 17 janvier, c'est le thème de la censure qui sert de prétexte à la diversion « gauchiste ».

La censure est politique, c'est la manifestation « naturelle » de l'autoritarisme du pouvoir qui renforce sa mainmise sur l'O.R.T.F.

Le Parti communiste propose de faire de l'O.R.T.F. un service public où le droit d'expression sera garanti à tous (page 98 de « Changer de cap »).

M. Clavel s'est donc vu censuré un mot dans une émission. C'est scandaleux.

Mais en mai 1971, les représentants des travailleurs de la Régie n'ont pas eu droit à un seul mot pour répondre aux cinq interventions télévisées de la direction. Nous n'avons pas entendu dire que M. Clavel s'en soit ému.

En deux heures d'émission il avait la possibilité de remplacer le mot censuré par un autre, de dénoncer les mœurs du régime du grand capital. Il a préféré se saisir de ce mot censuré pour abandonner la place au défenseur des scandales du régime. Tout à fait le style « gauchiste » : un p'tit coup de gueule et puis s'en va.

« Sans doute parce qu'il n'avait pas grand-chose à dire » affirment des travailleurs plein de bon sens. Mais M. Clavel a quand même tenu à dire qu'il était gaulliste hier et gaullo-maoïste aujourd'hui.

C'est entendu et ça explique l'exhibition d'aujourd'hui. Une de plus qui ne parviendra pas plus que les précédentes à détourner l'attention du personnel.

Bref, comme on pouvait s'y attendre il y avait de l'animation ce midi-là, place Nationale. Clavel, assisté d'un technicien de l'O.R.T.F., discutait dans la foule ou plutôt essayait d'expliquer pourquoi il avait quitté l'émission « A armes égales » le lundi 13 décembre. Mais pour l'accueillir, il y avait un commando de « démocrates avancés », responsables P.C.F., qui ont entrepris d'insulter Clavel et les militants maoïstes qui l'accompagnaient. Il y a eu un coup de poing, une bousculade, des invitations traditionnelles à « *aller travailler à la chaîne dans l'Ile* » et surtout un grand brouhaha car les champions de la démocratie s'époumonaient à crier « *demandez le programme de gouvernement* » en brandissant leur petit livre orange au contenu tricolore.

Bref, ils firent tant qu'ils démontrèrent à l'envie que s'il y a des censeurs à l'O.R.T.F., il y en a d'autres chez Renault et ce parmi les tenants du gouvernement démocratique. Certains parmi les militants du P.C.F. en étaient même un peu gênés. On le serait à moins.

Quant à Clavel, il a su trouver quelques bonnes répliques et en fin de compte il a pu parler aux travailleurs présents.

Au total, c'est le P.C.F. qui a été perdant.

Droit de propriété et censure : les deux mamelles de l'O.R.T.F.

AU lendemain de l'émission « A Armes égales », Maurice Clavel demandait par lettre au directeur général de l'O.R.T.F. de mettre à sa disposition une copie du film réalisé sous sa responsabilité. Plusieurs des invités de « A Armes égales » avaient pu obtenir sans aucune difficulté des copies de leur film.

Mais, cette fois, Clavel n'a pu obtenir satisfaction. Jean-Jacques de Bresson, le directeur de l'Office, lui a répondu : « J'ai l'honneur de vous préciser que ces documents appartiennent à l'O.R.T.F. Eu égard aux circonstances dans lesquelles s'est déroulée l'émission en cause, il ne me paraît pas possible de réserver, pour l'instant, une réponse favorable à votre demande ».

L'O.R.T.F. invoque le droit de propiété au service de la censure. La meilleure émission éducative de l'année !

REIMS

Quand j'entends parler "Théâtre engagé", je sors ma circulaire

Mle recteur de Reims ne fait pas partie de ces maîtres à penser dénoncés récemment par Marcellin qui conduisent la jeunesse sur la voie du vice. M. le recteur de Reims a des idées très fermes sur la défense des vertus intellectuelles telles que les comprennent la bande de culs-bénits et de grenouilles de bénitiers qui fourmillent aujourd'hui à la direction de l'Education Nationale et dont Guichard est à la fois l'emblême et un des plus beaux fleurons. Sûr de son bon droit et de son bon goût, notre recteur part donc en guerre contre ce qui, de près ou de loin, peut sembler une attaque contre les valeurs sûres que sont le travail, la famille, la patrie... et la censure.

C'est d'ailleurs pourquoi il vient d'interdire aux enseignants et aux internes du lycée Cézanne d'aller assister à la représentation de « Maître Puntila et son valet Matti » de Bertold Brecht, donnée à la Maison de la Culture de la ville.

Il n'en était d'ailleurs pas à son coup d'essai puisque, quelque temps auparavant, il avait également interdit aux élèves d'aller voir « Bleu, blanc, rouge » jouée par la Compagnie de Roger Planchon.

Les enseignants se sont émus de cette dernière interdiction. Ils ont souligné que la demande d'autorisation avait été transmise dans les délais voulus avec, en plus, l'approbation du proviseur du lycée et de l'inspecteur académique.

Mais notre recteur est resté ferme. Ce n'est pas parce que des subalternes cèdent à la pression de cette décadence intellectuelle dénoncée par tous les bien-pensants du régime qu'il devait laisser faire. Et puis a-t-il dû penser dans le secret de son âme pure, Planchon n'est-il pas peu ou prou « communiste » et Bertold Brecht un Allemand... comme Cohn-Bendit ? Il y a sans doute des coïncidences qui ne pardonnent pas.

De son côté le secrétaire de la F.E.N. a écrit qu'il regrettait que les efforts des enseignants « soient ainsi contrariés par une censure de fait qui contredit la volonté exprimée jadis par le ministre d'ouvrir l'école sur la vie. » *Quelle ingratitude ! Qui plus que M. le recteur de Reims fait tout pour faire ressembler la vie scolaire à la vie sociale avec sa censure, ses flics, ses interdictions multiples, etc... ? Mais chez le recteur l'intellectuel est doublé d'un homme de cœur attentif à éviter aux élèves toute fatigue inutile. N'écrit-il pas pour justifier sa décision :* « L'organisation des programmes et la critique littéraire sont telles que, selon moi, les deux derniers spectacles auxquels les élèves souhaitaient assister ne pouvaient être qu'une source de fatigue sans profit intellectuel réel. »

Dans le domaine de l'éducation la « nouvelle société » est en marche. Garde-à-vous ! Saluez !

J.L.

transports parisiens

Encore un accident à la gare du Nord

LE lundi 22 décembre, dans l'après-midi, pour la deuxième fois à un mois d'intervalle, à la gare du Nord, une locomotive a percuté le butoir, l'a arraché et dépassé sur le quai n° 11.

Six personnes, dont le mécanicien, ont été contusionnées.

L'accident aurait pu être encore plus grave car la locomotive a parcouru 4 m sur le terre-plein du hall avant de s'arrêter. Miraculeusement, personne ne s'y trouvait à ce moment-là.

Bien sûr, cet accident sera mis sur le compte du hasard, d'un concours de circonstances malheureuses, ou, tout bonnement, comme il est coutume à la S.N.C.F. dans ces occasions-là, de maladresse humaine, de la faute du conducteur.

Les accidents, et en particulier à la gare du Nord, sont devenus le lot quotidien des voyageurs.

Le 8 novembre, ce sont deux trains qui sont entrés en collision à l'entrée de la gare et deux voyageurs blessés. Le 20 novembre, une locomotive avait également dépassé les butoirs après une prétendue « erreur de freinage ».

Et, lorsque le ministre des transports déclare : « La poursuite de la croissance de ce trafic, qui pose des problèmes de circulation pour l'ensemble des trains de banlieue et des grandes lignes à l'entrée de la gare de Paris-Nord, est suivie avec une attention toute particulière », **il ne fait que se moquer du monde.**

Ce n'est pas en maintenant un matériel dépassé, en remplaçant deux conducteurs par un seul, en augmentant le nombre de voyageurs transportés sans augmenter le nombre des trains en circulation que les banlieusards pourront être transportés vite, confortablement et sans danger.

A Paris, on peut déplacer les usines comme le veulent les patrons, et les ouvriers n'ont qu'à suivre.

La façon dont les travailleurs sont véhiculés dans la région parisienne importe peu à la bourgeoisie et à son Etat.

On peut étouffer debout dans les compartiments, s'écraser sur les marchepieds, s'épuiser dans la cohue, peu importe au gouvernement.

Mais le pouvoir doit apprendre que l'intolérable a des limites et que les conditions de transport déplorables conduiront les travailleurs à l'émeute.

Alain MIGAULT.

le scandale des hôpitaux

NOVILLARS (Doubs)

LES MALFAÇONS DE L'HOPITAL PSYCHIATRIQUE

LE Monde, France-Soir, l'Est Républicain **et la télévision régionale ont annoncé que l'hôpital psychiatrique de Novillars, construit il y a trois ans, voyait ses murs se fissurer, se lézarder et que l'ensemble des bâtiments souffrait de malfaçons de toutes sortes. Ceux qui travaillent à l'hôpital, s'ils n'ont été nullement surpris des « révélations » de la presse, car ce qu'ont écrit les journaux sur l'hôpital est bien réel, se sont dit que le soudain intérêt porté par les moyens d'information sur les malfaçons de l'hôpital devait sans doute correspondre à des règlements de comptes entre** « personnalités ».

Quoiqu'il en soit le scandale existe bel et bien. Construit pour la coquette somme de 25 millions de francs lourds, l'hôpital de Novillars a déjà dû débourser pour 100 000 F (10 millions d'anciens francs) de réparations de conduites d'eau, de colmatage des infiltrations, etc.

Une demi-journée sans eau

L'hôpital reste parfois une demi-journée sans eau chaude, ou sans eau du tout, ou avec un surplus d'eau... qui suinte des murs et du plafond. Parfois c'est lorsqu'un malade est dévêtu ou prêt à se coucher qu'on s'aperçoit que les canalisations sont à nouveau en panne : s'il s'agit par exemple d'un enfant en pleine crise d'excitation, imaginez la scène... Et engagez-vous, rengagez-vous à Novillars !

Du point de vue de l'implantation et de la construction de l'hôpital, il est certain que les architectes n'ont consulté ni les médecins, ni les infirmiers. Cependant n'importe qui, tant soit peu familier avec la vie hospitalière, aurait su leur expliquer qu'une buanderie — dans un établissement dont la vocation est de recevoir les malades qui déambulent, donc s'habillent — doit comporter des machines aptes à laver les vêtements en nylon ou autres tissus modernes. Ici, on passe tout à l'ébullition. Ces architectes et leurs commanditaires (un sénateur, un député, un conseiller général, etc.) savaient que l'antiseptie et la désinfection sont deux règles de la vie hospitalière ; grâce à cela, les malades portent des chaussettes de nylon dont le talon arrive au milieu de la voûte du pied, des robes de chambres étirées et godaillantes, des corsages ou des chemises déformés par le traitement à la buanderie. Leur allure leur inspire sûrement une piteuse idée d'eux-mêmes, et la dignité humaine à laquelle on doit s'efforcer de les maintenir, ou de les faire accéder, est compromise par des bêtises de ce genre.

Des infirmiers sans qualification

Mais si le personnel est mécontent des malfaçons — bien réelles — de la construction et du laisser-aller général qui a présidé à la création et à l'agencement de l'hôpital, il y a malheureusement d'autres scandales dont la presse n'a pas parlé : ceux des conditions de travail du personnel et des soins qu'on donne aux malades.

Comme partout dans les hôpitaux, nous sommes trop peu nombreux et trop peu formés techniquement. Si le chiffre global des infirmières est peut-être conforme aux normes préfectorales, cela signifie simplement que ces normes sont insuffisantes car ni les absences pour congés légaux, ni celles pour maladie ou maternité n'ont été prévues.

De jeunes travailleurs sans formation professionnelle ont été embauchés comme infirmiers-stagiaires (on a supprimé les classifications « fille-garçon de salle » et « aide-soignant » jugées péjoratives, mais les fonctions sont restées). C'est ainsi qu'un garçon ou une jeune fille de 23-25 ans devra, au cours de son service quotidien, ramasser les excréments, laver et changer les grabataires, faire les petits pansements, laver le sol et parfois les murs, s'assurer qu'aucun malade ne disparaît, qu'aucun agité n'agresse son voisin ou l'infirmière de service, donner à manger à ceux qui ne se nourrissent pas tout seuls. Et puis, s'il lui reste du temps, il est prié d'avoir le « comportement éducateur » que le médecin psychiatrique attend du personnel.

Dans les hôpitaux psychiatriques, la coutume veut qu'il n'y ait pas de femmes de ménage. Ce sont les malades qui assurent les tâches domestiques. C'est ainsi que dans certains pavillons d'enfants on voit traîner des adultes débiles qui, contre l'aumône d'une cigarette, passent la serpillière et font la vaisselle. Personne n'espère d'eux, et pour cause, qu'ils aient un « comportement éducateur ». Et cependant ils sont en contact avec les enfants qui, s'ils sont psychotiques ou débiles, ne sont cependant ni aveugles ni sourds.

Lorsque des infirmiers, débordés, demandent des femmes de ménage, les syndicats s'indignent car « cela créerait parmi le personnel une catégorie de sous-salariés ». Naïfs, mais logiques, certains ont proposé de ne pas sous-payer ces femmes (ou hommes) de ménage et de leur donner un salaire d'infirmier-stagiaire. Nouvelle indignation syndicale au nom du respect de la hiérarchie des salaires.

Après bien des grincements de dents, quelques femmes de ménage ont été embauchées mais elles sont en nombre plus qu'insuffisant.

Des cours préparatoires au diplôme d'infirmier psychiatrique sont donnés dans les locaux de l'hôpital. Nous avons l'autorisation de quitter le service pour assister aux cours... si le travail est fait et la surveillance assurée, ce qui est plutôt rare. D'autre part, comme nous travaillons en 3 × 8 avec une rotation à peu près hebdomadaire, il faut remonter à l'hôpital pour assister aux cours, s'ils ont lieu le matin et que, par exemple, nous sommes de nuit. Résultat : 75 % d'échecs à la session de 1971.

Une ergothérapie... payante

Nous avons trois superbes — et petits — ateliers d'ergothérapie, où la poterie, la vannerie et la reliure peuvent être enseignées aux malades, mais il faut être bien portant, optimiste et actif pour avoir envie de relier ou de modeler et, dans ce cas, on n'est pas interné à Novillars. Et lorsque, par hasard, un malade tresse un panier on lui explique que, s'il veut le garder, il faut qu'il paye le rotin utilisé...

La fumisterie et l'incompétence ont présidé à l'installation de l'hôpital. Heureusement, pour nous consoler et encourager les malades sur la voie de la réadaptation, nous avons aussi un cinéma et une chapelle... fermés d'ailleurs la plupart du temps.

Depuis quelques mois le préfet, notre autorité de tutelle, a autorisé la direction à embaucher du monde, mais les postulants sont rares. Allez savoir pourquoi !

Correspondant L. O.

RÉGION

Novillars : L'hôpital ne s'effondre pas ... mais il y a bien des malfaçons

BESANÇON. — M. Schmitt, préfet de région, a dû aller au fond des choses et désamorcer « l'affaire de Novillars », cet hôpital psychothérapique de banlieue de Besançon que la radio et la presse régionale ont vu s'effrondrer à distance. Le préfet a donc pu « franc jeu » en convoquant la presse sur place en lui posant la question :

« Que voyez-vous ? Que pensez-vous ? nous devons ensemble faire toute la lumière. »

Honnêtement, ce que nous avons vu, ce sont des prédations provenant manifestement d'infiltrations d'eau. Ce que nous avons appris, c'est qu'il y a déjà pour 100.000 F de réparations. Mais ce que nous avons surtout retenu, et c'était la seule réponse aux questions que nous avions posées dans nos données, est, que s'il y a véritablement malfaçons, les réparations ne seront pas supportées par les contribuables, mais par les entrepreneurs.

Sur ce point, l'autorité de tutelle a été particulièrement ferme. Et comme les assureurs eux-mêmes, qui ne sont pas des plaisantins, se sont assurés de la couverture d'une société de surveillance de travaux (SOCODEC), les contribuables peuvent sommeiller, si le cœur leur en dit, sur leurs feuilles d'impôts. Il n'y aura pas un centime réservé aux réparations éventuelles de Novillars. Au besoin, le conseil général fera appel à d'autres organismes comme « Veritas » ou « Securitas ».

La garantie decennale jouera

Mais qu'on le veuille ou non, en apportant toutes ces assurances, on reconnaissait que tout n'allait pas pour le mieux. Le préfet ne l'a pas caché en déclarant : « Il y a eu désordre, mais il ne faut pas l'exagérer. »

Effectivement, sur les 39 pavillons, aucun menace ruine ; toutefois, bien des choses laissent désirer et comme le précisait M. Schmitt : « La garantie décennale jouera ». En ce qui nous concerne, c'est la certitude que nous voulions, et dès lors, nous admettons que notre rôle, dans cette affaire, s'est terminé.

Toutefois, il convient d'ajouter pour rendre à chacun ses mérites que nos actions n'a pas été spontanée.

En fait, elle fut commandée par le sérieux mis des travaux du conseil général, et l'on doit à certains des membres de cette assemblée, de n'avoir pas hésité à évoquer publiquement cette affaire, tachetée très bien qu'ils provoqueraient ainsi des remous dans l'opinion publique.

J. POIRIER

« L'Est Républicain » du 10-12-71 : Il y a des malfaçons, pour au moins 100.000 F de réparations, mais ce n'est pas grave...

SAINT-ANDRÉ (Nord)

Quand l'État exploite le travail des déficients mentaux

A l'hôpital psychiatrique d'hygiène mentale de St-André (Nord), les malades travaillent de 8 h 30 à 11 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30, soit environ 7 heures par jour, une moyenne hebdomadaire de 35 heures.

Le travail est baptisé du nom pompeux et « scientifique » d'ergothérapie, c'est-à-dire rééducation par le travail.

Voici en fait en quoi consiste cette « rééducation » :

Les malades qui sont pour la plupart des névrosés légers, passent leur temps à mettre en boîte des calendriers publicitaires d'Ugine-Kuhlmann ou bien à mettre en sachets des crochets à pantalon et à en remplir des caisses, ou bien à reconstituer des cartons de différentes grandeurs, etc.

Les travaux commandés par des entreprises diverses ou des sociétés de publicité commerciale aux hôpitaux psychiatriques sont à faire dans un délai déterminé et quand cela s'avère nécessaire, même le personnel hospitalier met la main à la pâte.

L'argent alloué par les entreprises commanditaires sert à payer les locaux, leur aménagement, leur entretien, leur mobilier, que l'Etat refuse de prendre en charge dans les faits contrairement aux belles paroles de ministres démagogues.

Pour les 140 heures de travail qu'ils font par mois en moyenne, les malades touchent un pécule allant de 20 F à 50 F.

Les malades sont traînés pendant des mois dans les hôpitaux sans qu'ils soient réellement soignés de manière scientifique.

Tout ce que cette société daigne leur offrir, c'est l'exploitation de leur force de travail. Quant aux infirmières, elles se voient contraintes par des directions avides de profit de jouer plus un rôle de contremaîtresses que d'éducatrices, quand elles ne sont pas réduites à faire le travail de femmes de ménage que l'établissement n'embauche pas !

Correspondant L.O.

médecine du travail

CEGEDUR (Castelsarrasin)

Les bons conseils

RIEN n'arrête le progrès de la science et tout spécialement de la médecine.

Tous ceux de l'usine Cégédur de Castelsarrasin peuvent maintenant s'en apercevoir. En effet, lors de la visite médicale annuelle, la direction nous a distribué une brochure intitulée pompeusement : « L'alimentation du travailleur » **et, pour donner encore plus de garanties sur l'ouvrage, il est signé par « le Docteur Faucon,** médecin du travail ».

Dès la première page nous sommes fixés sur les idées nouvelles qu'introduit ce savant docteur : la cause du vieillissement prématuré, de l'obésité, des troubles du système digestif, des maladies artérielles, et... de la fatigue du travail, eh bien voyez-vous c'est la mauvaise alimentation ! Par conséquent si vers la fin du poste vous avez du mal à faire le rendement, si vous vous sentez fatigués, dites-vous bien qu'il faudrait mieux vous nourrir. C'est-à-dire :

— « ne pas trop manger ;

— ne pas trop manger de matières grasses ;

— ni de féculents, de pain en particulier ».

Le petit déjeuner est pour lui l'occasion de porter son esprit fécond vers d'autres préoccupations des travailleurs : les accidents de travail. Des gens superficiels pourraient penser qu'ils ont comme cause le manque de sécurité sur les machines, l'encombrement des ateliers ou les cadences trop rapides, eh bien pas du tout. Cet esprit fin en a trouvé la cause encore une fois dans l'alimentation des travailleurs. Comme il dit : « un estomac vide le matin est responsable d'un grand nombre d'accidents du travail ».

Les causes connues, il passe évidemment aux remèdes et conseille sans sourciller aux travailleurs de prendre un déjeuner copieux et pour cela de ne pas hésiter à sacrifier un quart d'heure de sommeil !

Et ce cynique tartuffe qui a usé et abusé largement de la patience des travailleurs se permet pour conclure de leur prodiguer des conseils de modération : « un bon repas, **dit-il,** est un plaisir ; s'il n'est pas renouvelé trop souvent, vous l'apprécierez d'autant plus si votre ration alimentaire quotidienne est simple, modérée et correctement équilibrée ».

Merci docteur !

Correspondant L. O.

LA CRISE MONE

Un système à la dérive

LE dollar avait beau être le roi des chiffons de papier, il était fait du même matériau que ses sujets, et malade des mêmes maladies, de l'inflation en particulier.

Néanmoins, pendant longtemps, elle était la seule monnaie convertible en n'importe quelle autre monnaie d'une part et, d'autre part et surtout, en or. Mais attention, pas pour tout le monde en ce qui concerne cette deuxième convertibilité : seulement pour les banques centrales des autres pays. Et pas pour très longtemps. Même pendant qu'il l'avait été, il ne pouvait l'être que parce que les banques centrales, étrangères, détentrices de dollars, ne s'avisaient pas de demander toutes en même temps, que les U.S.A. donnent de l'or contre ces billets de dollars qui inondaient le monde.

Heureusement pour les finances américaines — et pour le système monétaire international. Car déjà, de 1950 à 1965 le déficit cumulé de la balance américaine des paiements — autrement dit le montant cumulé des dollars à l'étranger — atteignit 32 milliards de dollars. Les détenteurs de 10 milliards seulement avaient demandé leur remboursement en or : et déjà comme cela, les réserves d'or du fameux Fort Knox furent diminuées dans des proportions alarmantes.

Mais les dépenses, au lieu de diminuer, augmentaient sans cesse. Les grandes firmes américaines investirent de plus en plus leurs immenses profits à l'extérieur. Et puis, il y avait les énormes dépenses militaires de l'Etat américain, gendarme du monde occidental dans les quatre coins du monde. Guerre du Vietnam, course aux armements, entretien de bases militaires, course à la Lune. La planche à billets ne cessait de tourner, l'inflation de croître, plus fort même que dans d'autres pays capitalistes.

Alors la confiance illimitée dans le dollar disparut, la spéculation — ou la sage prudence des capitalistes, du grand capital américain en premier lieu d'ailleurs — prit de l'ampleur. Se débarrasser des dollars pour avoir de l'or — ou à la rigueur quelque autre monnaie momentanément mieux portante.

De la crise du dollar à la « ruée vers l'or »

On assista en 1960 à une véritable ruée sur l'or dont le cours atteignit 40 dollars l'once le 20 octobre 1960 sur le marché de Londres au lieu du cours officiel de 35 dollars. Pour freiner le mouvement, les Etats-Unis provoquèrent immédiatement la formation du « pool de l'or ». Craignant de voir s'effondrer le système monétaire international qui était l'instrument indispensable du marché impérialiste mondial et donc du pillage des pays arriérés, les banques centrales des grandes puissances acceptèrent de défendre conjointement le dollar en s'abstenant de convertir leurs dollars en or et en maintenant le cours officiel de 35 dollars l'once.. Un Fonds de réserve commun fut créé pour satisfaire la demande d'or des particuliers. Autrement dit, ce furent désormais non plus seulement les Etats-Unis mais l'ensemble des banques centrales qui prirent en charge les conversions de dollars en or faites par les particuliers. Mais les particuliers, c'est-à-dire les grands financiers et les spéculateurs, n'avaient pas les mêmes raisons que leurs gouvernants de défendre le dollar. Ils reprirent de plus belle leurs achats d'or et eurent finalement raison du « pool de l'or ». Le pool perdit 1 milliard de dollars en or entre le 1er juin et le 27 novembre 1967. Le 15 mars 1968, il fallut fermer le marché de l'or de Londres et deux jours plus tard fut institué le double marché de l'or : entre les banques centrales, le cours de 35 dollars l'once serait maintenu mais il n'y aurait plus d'interventions sur le marché libre accessible aux particuliers où le cours atteignit rapidement 40 dollars l'once.

Nixon prend des mesures pour défendre l'impérialisme U.S. (Ph. U.P.I.)

Vers la non convertibilité du dollar

Si la défiance vis-à-vis du dollar s'est traduite par une tension sur le marché de l'or, c'est parce qu'aucune autre monnaie n'étant épargnée par l'inflation, l'hypothèse la plus vraisemblable pour l'avenir semblait être la réévaluation du prix de l'or. L'espoir d'une prime de réévaluation était le seul intérêt que pouvait présenter le métal jaune pour les particuliers. Mais l'accroissement des exportations de capitaux et des dépenses militaires liées à la guerre du Vietnam fut tel que bientôt le rythme de dépréciation du dollar dépassa celui des principales autres monnaies. Il devenait intéressant de jouer ces monnaies — surtout le mark allemand, la plus forte d'entre elles — contre le dollar dont on escomptait la dévaluation. Ce fut le dernier acte, le dénouement ne pouvant être qu'un changement de parité entre le dollar et les autres monnaies et la fin de la libre convertibilité du dollar en or, convertibilité qui était déjà devenue très difficile pour les banques centrales depuis 1968. Les deux sont maintenant chose faite.

A la suite des décisions prises à Washington et par le jeu de la dévaluation du dollar et de la réévaluation d'autres monnaies, la parité du dollar par rapport aux autres monnaies est plus proche de la réalité des choses qu'au début de la crise. Mais nul n'a touché — et pour cause — aux fondements du système monétaire international. Même les règles de ce jeu de fiction ne furent pas touchées. Par contre, même ce lien très lointain qui liait le système monétaire international à l'or qu'était dans le passé la convertibilité (limitée) du dollar, disparaît.

Et que vogue la galère... jusqu'à la prochaine crise. Ou plus exactement jusqu'à l'accentuation encore plus évidente de celle-ci.

Régie MONNERET

De la monnaie-marchandise...

L'histoire de la monnaie est liée à l'histoire de l'homme et à l'évolution des moyens qui lui permettent de tirer des richesses de la nature. Ainsi, aussitôt que l'homme devient capable de produire un peu plus que pour son entretien personnel et celui de sa famille, l'échange d'objets entre les hommes devient une nécessité. C'est la période du troc où l'on échange les marchandises qui ont le plus d'importance pour l'époque, comme les vivres, les instruments de travail et le sel.

La pratique de l'échange d'objets de plus en plus nombreux se généralisa et le commerce régulier apparut. Il devint alors nécessaire d'utiliser un équivalent général pour des marchandises très diverses. Cet équivalent général a été différent selon les peuples. Les uns utilisèrent les têtes de bétail, d'autres des paquets de thé pressé ou des noix de cacao selon la richesse locale la plus répandue.

Les monnaies en métaux précieux qui existaient déjà depuis fort longtemps se généralisèrent au cinquième siècle avant notre ère dans le bassin méditerranéen. L'or en particulier avait divers avantages (non oxydable donc lent à user, facile à diviser, grande valeur sous petit volume, etc.) qui le firent préférer comme équivalent général à d'autres marchandises .

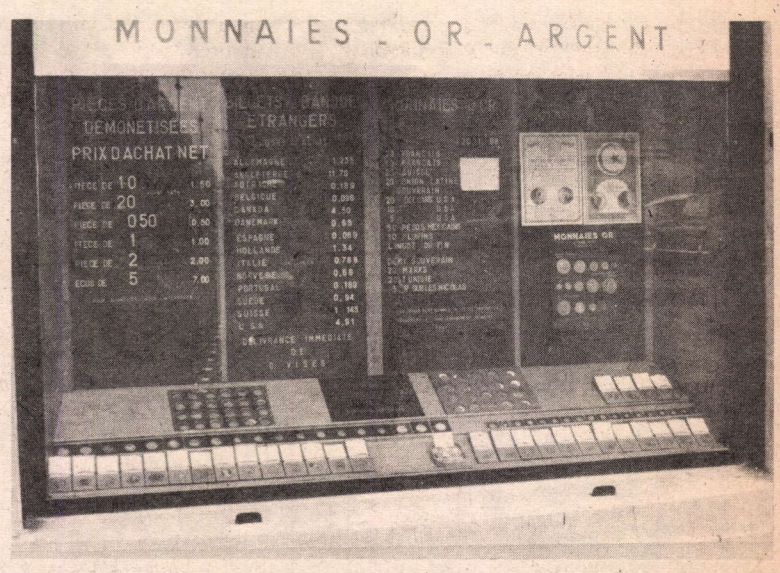
Mais ce qui est fondamental précisément — et ce qui différencie l'or du papier-monnaie — c'est que la monnaie d'or put servir de mesure de la valeur à d'autres marchandises parce qu'elle était elle-même une marchandise ayant une valeur définie et matérialisant un certain travail socialement nécessaire. L'or put jouer son rôle « spontanément » — sans qu'aucune autorité eut à l'imposer — parce que toute l'organisation de la société mène à la domination spontanée des lois de la valeur et parce que la monnaie-or n'est que l'expression générale de la valeur.

Autrement dit, la valeur de l'or est une donnée objective — du moins dans le cadre d'une économie fondée sur l'échange et où la valeur d'échange s'impose comme une loi objective.

Il est vrai que, même au temps où le chiffon de papier ne disputait pas encore victorieusement son rôle au métal dit « noble », les autorités étatiques étaient déjà fort enclines aux tripatouillages monétaires.

En effet, comme il était fastidieux de peser constamment le métal, l'Etat va prendre l'habitude de doter les lingots de métal d'une estampille qui en certifiera le poids. Puis il frappera les pièces de monnaie en les dotant d'une valeur fixe tout en trichant sur le poids d'or qu'il y mettait pour accroître facilement ses revenus. Les souverains ou les seigneurs féodaux prirent l'habitude de régler ainsi leurs dépenses à peu de frais. L'avantage de pouvoir battre sa propre monnaie devint si évident que les gouvernants en firent un privilège étatique, éliminant ainsi les seigneurs concurrents.

Mais rois et seigneurs féodaux, au plus fort de leurs manipulations monétaires, n'étaient que de vulgaires bricoleurs à côté de nos Etats modernes.



(Ph. L.O.,

...au papier-monnaie...

A une certaine étape de développement, l'expansion commerciale amena les marchands à inventer des signes de remplacement de la monnaie au moyen desquels les échanges pouvaient être simplifiés et accélérés. Lors des grandes foires du moyen âge, s'instaura la pratique des lettres de paiement et des virements.

Pour permettre la circulation des marchandises point n'est besoin de pièces d'or sonnantes et trébuchantes, un bout de papier peut suffire, à condition d'être finalement convertible en monnaie métallique, équivalent général.

Le papier-monnaie a pour origine les récépissés délivrés par les banques lors des dépôts dans leurs coffres. Il n'y avait alors aucun problème, la contre-valeur du billet était bien détenue par la banque. On dit que la « couverture-or » de ces billets était de 100 %.

Cette monnaie dite fiduciaire était une monnaie privée qui n'engageait que ceux qui l'émettaient et ceux qui l'acceptaient.

Mais, pour ouvrir des perspectives illimitées dans ce domaine, et il fallait que l'on arrive à la monnaie fiduciaire.

ETAIRE

Les accords de Bretton Woods

Réglementation d'une fiction

Les citoyens d'un pays sont bien forcés d'accepter comme argent comptant le chiffon de papier imprimé sous l'autorité de leur Etat. De ce fait, le papier-monnaie permet au commerce intérieur de se faire tant bien que mal. Mais il complique singulièrement le commerce international.

Pourquoi un Etat accepterait-il comme paiement de ses transactions commerciales la monnaie d'un autre Etat alors qu'il est bien placé pour mesurer l'exacte valeur de toute monnaie-papier — la sienne comme celles des autres ?

Aussi, pendant longtemps, même après la généralisation de la monnaie-papier à l'intérieur des frontières, les transactions internationales, ou du moins leur solde, continuaient à se régler en or. Sauf — déjà — lorsqu'un Etat était, par sa puissance économique ou militaire, en mesure d'imposer à un autre sa propre monnaie.

Mais la quantité d'or disponible — et compte tenu aussi de sa répartition inégale — fut assez rapidement insuffisante pour assurer le développement du commerce international.

Or, en particulier au sortir de la dernière guerre, il fallait relancer le commerce international.

Dans le système capitaliste, on produit pour vendre. Sans commerce, il n'y a pas de production. C'est aussi simple que cela.

Faute d'or, et faute de la moindre confiance à l'égard du pays voisin, le commerce international entre Etats européens a recommencé au lendemain de la guerre en ayant recours au bon vieux système du troc. La moindre transaction commerciale était l'objet de négociations au niveau des Etats. Négociations bipartites d'abord. Puis, tripartites. Si le système permit de faire face aux besoins les plus urgents, il était évident qu'il ne pouvait en aucun cas ouvrir la voie à un élargissement un tant soit peu notable du commerce international.

Qui dit capitalisme, dit liberté totale du commerce. (Du moins dans l'idéal... si l'on peut dire.) Et si pour vendre la moindre automobile ou le moindre sac de nougat de Montélimar à l'étranger, il faut attendre que son ministre aille négocier dans le pays visé pour choisir la marchandise livrée en contrepartie, autant mettre la clé sous le paillasson.

Alors, va pour la fiction du papier monnaie, y compris dans les transactions internationales. Mais que l'on en fixe au moins les règles. De sorte que le capitaliste exportateur puisse au moins convertir la monnaie étrangère obtenue dans sa transaction en monnaie nationale. Et que les règles soient autant que possible fixes, afin que ledit capitaliste sache, par avance, à quel taux il pourrait reconvertir en francs les pesetas ou les marks obtenus.

C'est pour définir les « règles du jeu » que se réunit la fameuse conférence de Bretton Woods. Les accords qui y furent définis, régirent le système monétaire international jusqu'à la crise présente. Et pour une large part, ils continuent encore à le régir.

Les accords de Bretton Woods, qui ne faisaient que reprendre la plus grande partie des propositions américaines, énoncaient un certain nombre d'obligations auxquelles devaient se soumettre les monnaies :

Chaque gouvernement devrait définir la parité or de sa monnaie, c'est-à-dire le poids d'or dont l'unité monétaire serait l'équivalent. Cette définition restait toute théorique car il n'était pas question de revenir à la convertibilité en or des monnaies selon ce taux. Les parités fixes supposaient une intervention permanente des banques centrales sur le marché des changes afin de rétablir l'équilibre de l'offre et de la demande et d'empêcher le prix de la monnaie nationale de s'écarter de plus de 1 % de sa parité officielle.

Un Fonds Monétaire International alimenté par des apports des banques centrales viendrait en aide aux pays en difficulté au moyen de prêts à moyen terme destinés à financer le déséquilibre de la balance des paiements auquel la banque centrale ne pourrait faire face. Les gouvernements ne devaient procéder à la dévaluation qu'en dernier recours, lorsqu'il s'avérerait impossible de rétablir par d'autres moyens l'équilibre de la balance des paiements. C'était beaucoup trop demander à des gouvernements qui avaient pris l'habitude confortable de financer une partie de leurs dépenses en émettant de la monnaie. Jamais les dévaluations n'ont été aussi fréquentes qu'après la guerre.

Enfin, les gouvernements devaient mettre fin au contrôle des changes et assurer la libre convertibilité des monnaies les unes dans les autres. Il faudra en fait attendre 1961 pour voir les pays européens mettre fin au contrôle des changes puis y revenir précipitamment pour s'opposer aux mouvements spéculatifs.

Les accords de Bretton Woods supposaient implicitement l'hégémonie incontestée de la seule monnaie « forte », pouvant jouer le rôle de monnaie de réserve, le dollar, hégémonie acceptée par les bourgeoisies du monde entier qui n'avaient le choix qu'entre la bouée de sauvetage américaine et la faillite pure et simple, avec tous les risques que cela comportait quant à l'avenir de leur domination. Le dollar, c'était une monnaie gagée sur les deux tiers du stock d'or mondial ; c'était aussi et surtout la possibilité d'accéder à l'immense marché américain alimenté par un appareil productif que la guerre, loin de l'avoir détruit comme en Europe, avait considérablement renforcé et où l'on trouvait les machines aussi bien que la nourriture dont l'Europe avait besoin. La quasi totalité des transactions internationales se faisaient en dollars. Aussi, quand les pays européens reconstituèrent leurs réserves de change, ils le firent en dollars, c'est-à-dire que l'émission de papier-monnaie en France ou ailleurs fut gagée de moins en moins sur l'or et de plus en plus sur le dollar. A quoi bon, pensaient tous les gouvernements, entasser dans nos caisses des lingots encombrants qui ne rapportent rien alors que les dollars font tout aussi bien l'affaire et qu'ils peuvent être de surcroît réexpédiés sur le marché financier américain en rapportant un intérêt ?

Ainsi, à défaut de valoir de l'or — et l'économie en fera vite l'amère expérience — une des monnaies chiffons, le dollar, en est venu à en faire office dans les transactions internationales, comme dans les réserves des banques centrales d'autres pays.

G.H.

Mais le développement du capital marchand va nécessiter la création d'une monnaie fiduciaire publique.

L'Etat va être amené à décider de l'émission de la monnaie-papier. Mais cette monnaie est pour celui qui l'émet une perpétuelle tentation. En effet, quand il y a des dépenses, pourquoi ne pas faire marcher la « planche à billets » un peu plus que nécessaire ?

C'est ainsi que les deux premières tentatives de monnaie publique en France, le système de Law au début du 18e siècle et les assignats pendant la Révolution, se soldèrent par des catastrophes éclatantes, le papier-monnaie ayant été émis d'une façon inconsidérée.

Pendant le 19e siècle l'usage du papier-monnaie se généralise, mais il est partout librement convertible en or : n'importe qui peut se présenter à la banque centrale et demander que la contrepartie-or de ses billets lui soit délivrée. En France par exemple, le billet de banque n'a jusqu'en 1870 ni cours forcé, ni cours légal, mais cours « volontaire ».

Il n'empêche que lors des périodes où l'Etat eut à faire face à des dépenses extraordinaires, le papier-monnaie eut cours forcé, ce qui signifie que les particuliers furent obligés d'accepter le papier-monnaie et ne pouvaient le refuser et réclamer le paiement en or. De surcroît, ce papier était inconvertible, c'est-à-dire que la banque refusait d'en fournir la contrepartie-or. Ce fut le cas de 1848 à 1850 et en 1870. L'Etat faisait marcher à tour de bras la planche à billets et la population devait en supporter les conséquences : hausse des prix, appauvrissement. Cependant, jusqu'en 1914, en règle générale, les monnaies-papier des différents Etats étaient librement convertibles.

Avec la Première Guerre mondiale, cet état de choses s'est transformé. Les Etats impérialistes ont engagé des dépenses prodigieuses pour leur guerre de rapine et ont dû pour ce faire multiplier les billets. Ils supprimèrent la libre convertibilité en or. Les Etats endettés payaient leurs dettes en monnaie de singe. La fabrication légale de fausse monnaie pas un seul Etat n'y échappa.

Désormais, la monnaie est vraiment « fiduciaire ». Adjectif qui, d'après le « micro-dictionnaire » Robert, se dit des valeurs fondées sur la confiance accordée à celui qui les émet. De fait, contrairement à la monnaie-or, la monnaie-papier n'a aucune valeur d'échange en elle-même. Elle ne vaut que par la confiance que lui accordent ceux qui l'utilisent. Plus cette confiance se perd, plus la monnaie-papier a tendance à retrouver la seule valeur que l'on peut, à la rigueur, lui reconnaître en propre : la valeur du bout de papier sur lequel elle est imprimée.

Bien des pays, en proie à l'inflation galopante à tel moment de leur histoire, en ont fait l'amère expérience.

(Ph. L.O.)

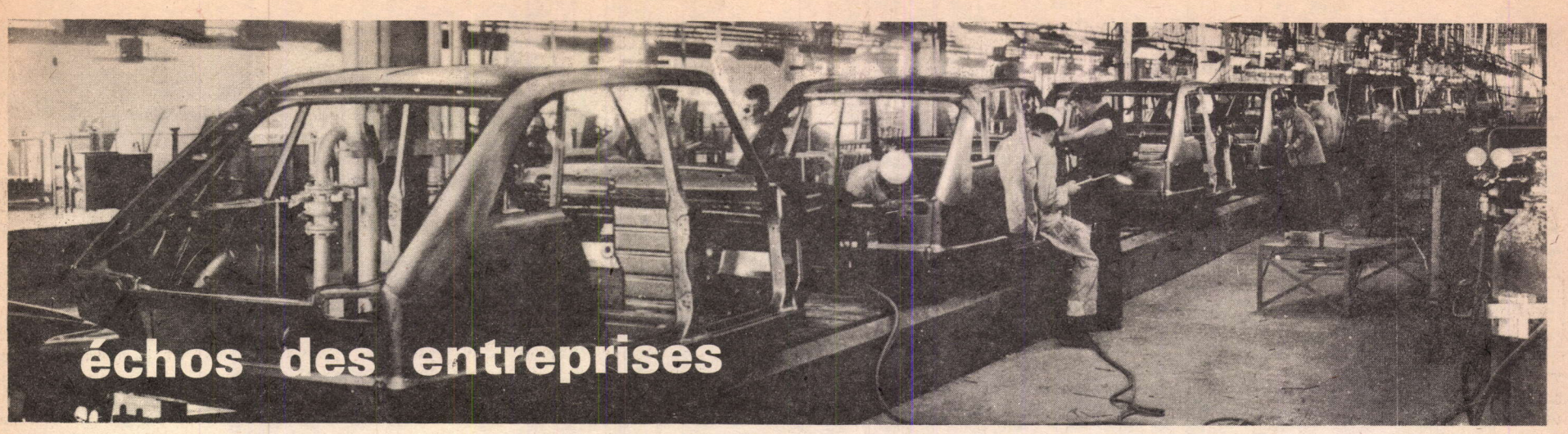
...et à l'inflation

Lorsque se perd la confiance en une monnaie-papier, personne ne veut la garder par devant soi. Les bas de laine s'ouvrent et l'argent thésaurisé cherche à s'échanger contre des marchandises qui, elles, ont une valeur d'échange objective et au moins, une valeur d'usage. La supercherie de l'Etat, qui a imprimé trop de billets pour couvrir ses dépenses, se révèle au grand jour.

Comme chacun se rue vers les marchandises, les prix montent. Plus ils montent, plus est grand l'appel à la dépense. Le cycle infernal de l'inflation s'engage pleinement.

L'inflation peut être galopante ; la monnaie-papier perd alors sa valeur de jour en jour quand ce n'est pas d'heure en heure ; les chiffres imprimés sur le bout de papier coloré deviennent astronomiques. Même le commerce intérieur finit par être bloqué et le troc se substitue, partout où faire se peut, à l'échange avec de l'argent.

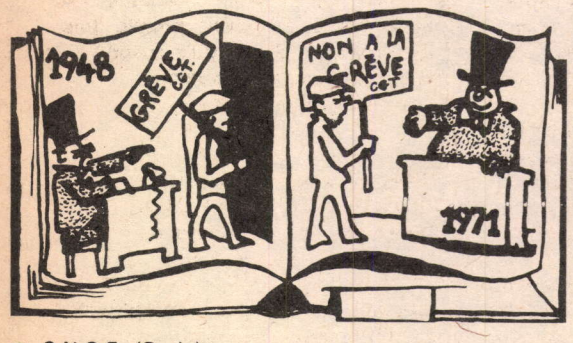
L'inflation peut être rampante : la hausse des prix est alors plus lente, plus insidieuse. Sous cette forme elle est une des caractéristiques constantes de la monnaie de tous les Etats modernes.



échos des entreprises

REPRESENTATION SYNDICALE ET REPRESENTATION OUVRIERE

victoire des cheminots ou récompense pour bons et loyaux services



● *S.N.C.F. (Paris)*

La S.N.C.F. vient d'accepter de réintégrer deux représentants de la C.G.T. dans son Conseil d'administration. *La Tribune des Cheminots* considère que la levée de la mesure discriminatoire est un « succès à l'actif des cheminots ».

La Tribune rappelle aussi dans quelles circonstances la Fédération C.G.T. a été évincée il y a vingt-trois ans du Conseil d'administration. La C.G.T. avait donné aux cheminots le mot d'ordre de ne pas transporter le charbon importé en solidarité avec les mineurs en grève. La S.N.C.F. avait répliqué en suspendant de leurs fonctions les représentants de la C.G.T.

Vingt-trois ans après, la Fédération obtient sa réintégration à la suite de la grève de juin 1971. Elle l'obtient après avoir fait reprendre le travail aux grévistes sans qu'ils aient obtenu aucune satisfaction.

La S.N.C.F. rejette de son Conseil d'administration la Fédération C.G.T. lorsqu'elle organise la lutte des cheminots et elle la réintègre lorsqu'elle brise la grève. Curieuse coïncidence.

UNE MAITRISE A MAITRISER

à quand la camisole de force ?

● *LEROY-SOMER (Angoulême)*

Nous avions déjà eu l'occasion dans notre bulletin de parler d'un certain chef qui, pouvant difficilement se contrôler, avait déclaré un jour qu'il « fallait pendre certains délégués ».

Eh bien ce chef, fidèle à lui-même et surtout à la direction, fait encore des siennes. Le lendemain du débrayage organisé par la C.G.T. et la C.F.D.T. pour la retraite à 60 ans, trois camarades qui avaient débrayé une heure furent assaillis dès l'embauche par un fou furieux qui, non seulement les eng... d'une manière honteuse, mais fit même des menaces à l'un d'entre eux.

Et tout cela parce qu'il faut, paraît-il, que chaque ouvrier qui débraye avertisse individuellement son chef.

C'est bien là qu'on reconnaît l'esprit que voudrait imposer la direction. Et pourquoi pas demander la permission tant que nous y sommes ?

Mais si ce chef, que l'on avait déjà dénommé « l'échappé d'asile », ne trouve aucun moyen pour se calmer et continue d'exécuter les ordres de la direction avec autant de sauvagerie, il se pourrait bien qu'un jour des ouvriers qui en ont assez lui passent la camisole de force. Et d'autres choses en prime...

à quoi rêvent nos chefs ?

● *SAGEM (Argenteuil)*

A Jaurès, certains chefs sont hantés ! Oui, hantés. C'est le cas du chef de la Fabrication-Disques et il s'en vante. Il y a quelque temps, en pleine nuit, à 4 heures du matin (à l'heure où dorment ceux qui, le jour, travaillent) ce chef fut visité par un démon maléfique, qui lui suggéra de diminuer le boni des O.S. qui montent les patins en fonction des patins ratés, même si ce n'est pas de leur fait.

L'idée lui parut si lumineuse qu'il en fit une note de service.

Au moyen âge on exorcisait les démons par le feu et l'eau bénite. Aujourd'hui, nous pouvons lui proposer un autre remède : se fatiguer à travailler utilement le jour pour dormir la nuit et ne plus rêver aux moyens de nous faire suer.

LE CAPITALISME POLLUE

Ugine pollue

● *UGINE-KUHLMAN (Pierre-Bénite)*

Nous savions qu'Ugine était passé maître dans l'art de polluer. Et en particulier tous les jours, c'est environ 350 tonnes de soude qui sont déversées dans le Rhône sans aucun contrôle. Or, toute cette soude s'accumule non loin de l'usine et forme petit à petit de gros îlots qui obstruent le fleuve. Aussi, régulièrement, il faut les faire sauter à la dynamite.

Comme quoi Ugine ne néglige pas de nettoyer devant sa porte. Bien sûr, la soude ira se déposer un peu plus loin mais, pour le patron, c'est le geste qui compte, même s'il est parfaitement inefficace...

Que ce soit l'air ou l'eau. c'est toute la planète que les patrons empoisonnent...

Michelin aussi...

● *MICHELIN (Bourges)*

Depuis que le nouveau silo à noir a été mis en service, les habitants du quartier voient une mince pellicule se déposer sur les légumes de leurs jardins, sur le linge qui sèche, etc...

Pourtant, il existe des moyens techniques pour empêcher un tel fait, mais... ils coûtent cher et ne rapportent aucun profit.

Alors, qu'importe si les voisins en pâtissent ! Tel est du moins l'avis de Michelin.

Mais tout le monde ne l'entend pas de cette oreille, déjà quelques lettres de protestation ont été envoyées et rien ne dit que les habitants du quartier en resteront là.

A Vierzon, par exemple, il existe une usine, la Pica, qui empoisonne l'atmosphère de tout un quartier à tel point que les gens n'osent plus ouvrir leurs fenêtres et faire sécher leur linge dehors.

Les habitants du quartier ont pris conscience qu'il leur fallait s'organiser, un comité de défense a été constitué.

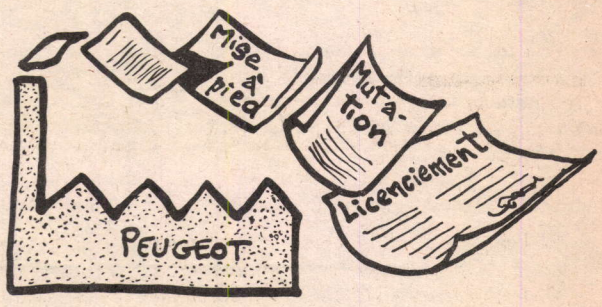
Déjà un tract d'information a été rédigé, des délégations ont été reçues à la mairie et à la préfecture.

Et tous les membres de ce comité anti-pollution sont bien déterminés à ce que le patron de la Pica prenne leur sort en considération.

L'exemple de la Pica est un exemple à suivre.

SOLIDARITÉ OUVRIERE

sans nous Peugeot n'est rien



● *PEUGEOT (Sochaux)*

Depuis six mois environ, nous avons pu constater que, sous des formes plus ou moins déguisées, la direction ne se gênait pas pour sanctionner tout à fait arbitrairement des travailleurs.

En juin, c'était des jeunes revenant du service militaire qui n'étaient pas repris. En juillet, à l'O.G.E.M. Nord un jeune travailleur était licencié. En novembre, à l'Affûtage un ouvrier est faussement accusé de vol : il est licencié.

En Méca-Sud deux travailleurs, pères de famille, prétendus maoïstes, accusés sans preuves sont licenciés.

Au S.E.S. un jeune accidenté en juillet n'est pas « réembauché » car il n'y a pas de travail correspondant à ses *inaptitudes*.

Au S.C.E.S., un gars est mis à pied trois jours parce qu'il tente d'éteindre un papier enflammé.

A l'O.G.E.-Sud un ouvrier est muté car sa tête ne revient pas et, pour justifier cela, la direction prétend que ce sont les gars de son secteur qui ont poussé à la mutation.

Aux mesures individuelles viennent s'ajouter toutes les décisions qui concernent l'ensemble des ouvriers

En juillet, ce sont les congés-maladie : le personnel malade pendant les congés ne peut pas récupérer le temps passé en maladie.

Enfin dernièrement c'est la modification du livret vert qui permet à la direction de licencier au bout de trois absences non motivées, non plus en trois mois, mais sur l'ensemble de la présence à l'usine.

Ainsi la direction veut renforcer par tous les moyens la discipline à l'intérieur de l'usine. Elle tient à nous faire comprendre que nous ne sommes que des esclaves et n'avons qu'à nous soumettre. Pour cela, elle n'hésite pas à sanctionner secteur par secteur sur n'importe quel motif, « pour l'exemple ». Face à cette volonté délibérée de la direction de nous transformer en moutons dociles, les travailleurs ont réagi presque à chaque fois dans les secteurs par des pétitions, des délégations ou des débrayages. Ils n'ont pas obtenu satisfaction partout mais la réaction ferme et unanime de tous les travailleurs concernés est la seule réponse valable qu'ils peuvent donner à la direction et à la maîtrise pour leur montrer que sans nous Peugeot n'est rien.

BRONZAVIA (Courbevoie) : LES DÉBRAYAGES CONTINUENT

DEPUIS quatre semaines les débrayages de l'ensemble du personnel se succèdent à Bronzavia. Ils ont débuté avec la discussion du renouvellement du protocole patron-syndicats signé il y a un an. Nous réclamons 150 F de rattrapage des salaires mensuels, le même pour tous, malgré le peu d'enthousiame des deux syndicats (C.G.T. et C.F.T.) à exiger des augmentations uniformes.

Les débrayages journaliers durent une heure. C'est peu. Mais il faut dire que non seulement un bon nombre des grévistes sont peu enthousiasmés à la perspective de débrayer plus longtemps, mais en plus les deux syndicats entretiennent de grosses illusions sur la portée d'une heure de débrayage. Ainsi le secrétaire de la C.F.T. répète-t-il aux assemblées générales quotidiennes : « Nous tiendrons jusqu'à ce que Lamit **(le directeur)** soit à genoux ! » **et** « Ce sera une grève dure et nous ne ferons aucune concession », « Nous ne cèderons pas sur le rattrapage ! », **etc. S'ils sont radicaux dans la phrase devant les ouvriers, ils crient moins fort devant le patron, comme le démontrent les faits suivants.**

Nous passons régulièrement devant la « Rotonde », le hall d'entrée, qui se situe sous les bureaux de la direction. Tous les gars sont ravis de pouvoir y jouer un petit air au directeur, même pendant un court laps de temps. Le hall en résonne et cela doit indisposer ces messieurs.

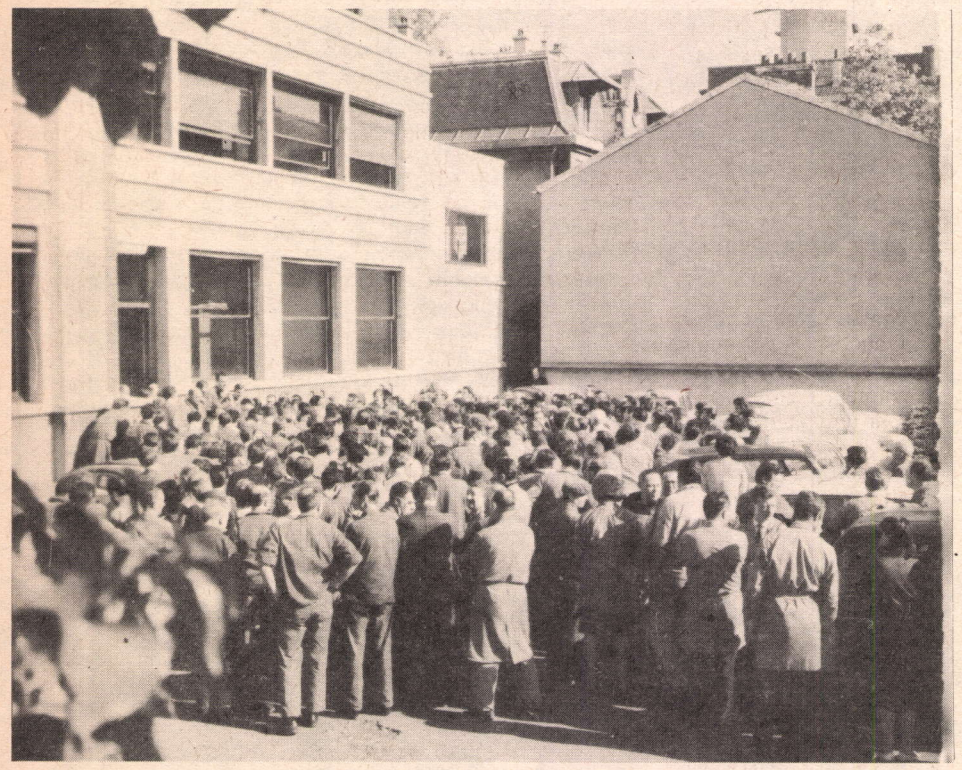
Et à une réunion avec la direction, la semaine passée, après de très vagues promesses de discussion du patron, les délégués ont accepté de nous demander de faire silence en passant dans le hall. « Les gars il faut être responsable », **a déclaré le secrétaire C.G.T.,** « il faut leur montrer que nous savons nous aussi être raisonnables, sinon nous risquons de compromettre les discussions ! ». **Et les grévistes ont accepté, en grognant.**

Mais les discussions promises n'ont bien sûr rien apporté de plus, le directeur ne s'y est même pas déplacé en personne ; et cette fois les travailleurs se sont mis en colère.

La semaine dernière a été plutôt mouvementée. En effet nous tapons systématiquement sur nos tables métalliques, le concert est repris par les sifflets à roulettes et les pétards achetés dans le quartier, et ce toute la journée. L'anarchie est complète, les chefs sont dépassés, certains arpentent les allées de leur atelier toute la journée, pour retrouver ceux qui confondent Noël et le 14 Juillet. Les jeunes surtout se regroupent, cessent le travail, chantent, discutent, et reprennent le travail quand bon leur semble. Dans un coin deux gars jouent aux dames pendant que d'autres collent des caricatures de chefs sur les panneaux, d'autres encore malmènent les notes de service du patron.

On en est là. Bien qu'en principe nous fassions toujours notre heure de débrayage journalière, en fait c'est bien davantage.

L'atmosphère est bonne, ce qui laisse espérer aux travailleurs les plus combatifs que l'on n'en restera pas là.



Les travailleurs de Bronzavia en lutte pour 150 F par mois. (Ph. L.O.)

Le dernier succès à Bronzavia

(sur l'air de « La Carmagnole »)

Monsieur Lamit avait promis (bis)
De briser la grève qu'il maudit ! (bis)
Mais son coup a manqué
Car nous allons lutter !

Refrain
Dansons sous la Rotonde
Car Lamit, car Lamit (bis)
Dansons sous la Rotonde
Car Lamit aime le bruit !

Que veulent tous ces prolétaires? (bis)
Le rattrapage des salaires (bis)
Ne plus être traités
Comme des prisonniers

Ah ! ça ira (ter)
Les actionnaires à la lanterne
Ah ! ça ira (ter)
Les actionnaires on les pendra !

S.E.V.-MARCHAL (Issy-les-Moulineaux) : DÉBRAYAGE DES OUVRIÈRES DU 143

VENDREDI 10 décembre, à l'atelier 143 (Soudure) une trentaine d'ouvrières ont débrayé tout l'après-midi. Une monitrice qui prétendait montrer à toutes leur travail, jouant de surcroît les gardes-chiourme, s'en prit à un travailleur algérien. Elle le menaça de mutation d'atelier, car il refusait d'exécuter un travail qui n'était pas le sien. Les ouvrières excédées des méthodes de cette monitrice dont le but est de permettre l'introduction du boni individuel, débrayèrent aussitôt sur le tas.

Plusieurs chefs vinrent exhorter les ouvrières à reprendre le travail car d'après eux : « la direction était en train de manger et ça ne sert à rien, maintenant que vous avez marqué le coup, reprenez le travail ! » *Rien n'y fit, personne ne céda.*

Après que les gros bonnets eurent fini de manger, ils se réunirent, refusant de recevoir les délégués, sans doute pour digérer en paix. Les ouvrières entreprirent alors avec les délégués d'accélérer un peu la lente digestion de ces messieurs en se dirigeant vers leurs bureaux. Le chef du personnel s'interposa leur tenant ce discours : « Je ne discute pas avec des ouvrières qui ont cessé le travail, car elles sont suspendues de leur contrat ! » *Il déclara ne discuter qu'avec les délégués qui conseillèrent aux ouvrières de retourner dans les ateliers.*

Le résultat de l'entrevue fut :

— pas de sanction pour le camarade algérien ;

— la monitrice maintenue à son poste, mais n'a plus le droit de commander.

Les ouvrières ne furent pas particulièrement satisfaites de ce résultat.

Lundi 13 décembre, le travail reprit cependant. Mais dès que la monitrice entra dans l'atelier, elle se fit huer copieusement et dû battre en retraite. De nouveau ce fut le débrayage.

La direction refusa encore une fois de recevoir les délégués et annonça le maintien de sa décision du vendredi, espérant par là isoler le 143. Mais, à l'initiative de militants de la C.F.D.T., deux ateliers (121 et 140) débrayèrent l'après-midi. La C.G.T. refusa de s'associer à cette action, estimant que les autres ateliers n'étaient pas concernés. Comme les ouvrières du 143 commençaient à se répandre dans les autres ateliers, la direction, effrayée par les proportions que risquait de prendre le mouvement, annonça à 17 heures que la monitrice était désormais affectée à un autre poste. Pour toutes ce fut la victoire.

(Ph. L.O.)

Beaucoup ayant vu la C.G.T. s'opposer à l'extension de leur mouvement ne se gênèrent pas pour la critiquer vertement.

Cette lutte a fait la preuve qu'il était possible de rabattre un peu l'arrogance de la direction et de certains gardes-chiourme. Et qu'un débrayage résolu vaut plus qu'une entrevue avec la direction. Une leçon que les ouvrières de la S.E.V. n'oublieront pas.

Correspondant L.O.

PEUGEOT (Sochaux)

Contre un rythme de travail infernal

JEUDI 9 décembre, au Contrôle-Finition de l'atelier de Carrosserie, une travailleuse de la tournée « A » a eu une crise de nerf à cause d'une charge de poste trop élevée.

En effet, début décembre, sous prétexte d'une petite baisse de la production, plusieurs ouvriers ont été enlevés du Contrôle. Le résultat est que les travailleuses et travailleurs restants courent toute la journée.

Devant cette ouvrière qui a «craqué», la maîtrise ne trouva rien de mieux que de lui donner un bon de sortie sous le faux prétexte scandaleux qu'elle refuserait de faire son travail, etc. Cette sanction totalement injustifiée a entraîné rapidement une riposte de la quasi-totalité des cinquante ouvrières et ouvriers du Contrôle qui ont débrayé de 19 h 15 à 22 h et obtenu ainsi la suppression du bon de sortie.

Pendant leur débrayage ils se sont réunis au réfectoire et ont élaboré des revendications concernant la réduction des charges de poste et les dépannages.

Le lendemain ils ont repris la grève à 13 h 15 et sont tous allés avec leurs délégués pour demander satisfaction sur leurs revendications. Après discussion avec la direction en présence de l'inspecteur du Travail, ils ont obtenu la promesse d'une nouvelle étude des postes et, en attendant son résultat, le retour des travailleurs enlevés depuis décembre. En ce qui concerne les dépannages, la direction a également promis d'étudier le problème. Les grévistes ont obtenu aussi de ne pas perdre la prime de quinzaine (assiduité). Bien qu'il y ait eu beaucoup de promesses, tous ont ressenti avec satisfaction le fait d'avoir obtenu la levée d'une sanction et une petite amélioration de leurs conditions de travail.

Cette expérience ne leur sera pas inutile car il reste toutes les promesses que la direction ne fera devenir réalité que si les travailleurs restent prêts à l'exiger.

Correspondant L.O.

AMÉDÉE PROUVOST (Roubaix)

LE PATRON CHERCHE A LICENCIER UN MILITANT C.G.T.

LE premier décembre 1971, à l'occasion de la journée d'action sur les retraites organisée par la C.G.T. et la C.F.D.T., à 4 h 30, les premiers ouvriers qui arrivaient pour prendre leur poste aux peignages Amédée Prouvost à Roubaix, trouvaient un piquet de grève composé des délégués syndicaux (de la C.G.T.) et d'un jeune ouvrier syndiqué C.G.T.

Les piquets furent maintenus toute la journée.

Alors que depuis 1968, aucun mouvement n'était venu troubler la paix patronale, hormis la visite de 17 ouvriers du Magasin dans le bureau de leur directeur, il y a quelques semaines, cette fois 95 % du personnel refusa le travail pendant cette journée.

La tâche du piquet n'était pas difficile, car le mécontentement était suffisamment grand, notamment à cause des conditions de travail et de sécurité déplorables (qui firent un mort le mois dernier) pour que la plus grande partie des ouvriers acceptent et soutiennent cette action nationale.

Cependant les militants syndicaux et les ouvriers présents aux portes, surtout les travailleurs immigrés eurent à faire face à la hargne et aux provocations des chefs.

Insultes, menaces non voilées, tentatives de faire entrer des ouvriers de force, ou de les écraser en fonçant en voiture par la porte, ne leur furent pas épargnées.

Le lendemain, le travail reprenait normalement mais cette action aura sûrement des répercussions à l'avenir sur la combativité des ouvriers d'Amédée Prouvost.

Si le travail reprenait normalement, la direction, bafouée dans son orgueil, n'en resta pas là.

Elle voulut faire un exemple et se débarrasser d'un gêneur, en licenciant le jeune ouvrier qui avait participé au piquet en l'accusant d'avoir insulté et porté la main sur la personne d'un sous-directeur qui s'était fait connaître par ailleurs l'année dernière en matraquant un travailleur nord-africain avec un extincteur, et en l'envoyant à l'hôpital.

Mais les délégués, convoqués pour être mis au courant de la décision, ne l'entendirent pas ainsi et refusèrent le licenciement.

Le directeur fit un complément d'enquête et reconvoqua tout le monde : délégués, accusé, témoins à charge ; et, c'est là que M. Lefevre voulut, à l'ombre de son bureau, comme Saint Louis à l'ombre de son chêne, rendre la justice en démontrant la culpabilité du jeune ouvrier.

D'abord ce n'était plus le sous-directeur en cause qui se plaignait : il s'était souvenu entre-temps qu'il n'avait pas été provoqué mais qu'il avait seulement discuté et avait découvert une ouvrière et un ouvrier qui accusaient le jeune ouvrier de les avoir empêchés d'aller travailler, avec l'appui d'un des délégués C.G.T.

Il est assez étonnant que ces plaintes aient pu être retenues, car ces deux personnes ont en fait travaillé normalement et n'avaient pas de traces de brutalités à apporter en preuve.

Mais, ce qui est encore plus curieux, c'est que le directeur n'ait pas voulu tenir compte de la plainte qui concernait le délégué.

Notre directeur, promu juge, alors qu'il avait présenté des témoins à charge, refusa que les accusés présentent, eux, des témoins à décharge. Il eut alors ce mot magnifique : «... dans ce cas-là, nous pourrions faire défiler toute l'usine » !

Il a vu juste car le directeur risquerait effectivement d'avoir une bonne partie de l'usine, dans et autour de son bureau, pour défendre ce camarade.

Correspondant L.O.

UNIVERSITÉ PARIS VII

Grève victorieuse

NOUS avons relaté dans un de nos derniers numéros les revendications du personnel administratif, en grève depuis le 2 décembre.

A la suite d'une entrevue avec Alliot, président de l'université, et de l'intervention du comité de grève au conseil de gestion, nous avons obtenu satisfaction sur un certain nombre de points :

— accord sur le principe que tout le personnel soit couvert par un statut ;

— accord sur le principe de non-recours aux militaires ;

— assurances pour des améliorations matérielles.

En ce qui concerne les 1.000 F pour tous, malgré des affirmations de principe du conseil, ce dernier s'est avoué « impuissant » sur ce point.

Aussi le personnel estimant cette revendication essentielle a décidé la poursuite de la grève.

Deux jours après ces promesses, la direction engageait du personnel intérimaire pour remplacer les grévistes. A l'appel du comité de grève et du comité de soutien, une centaine de membres du personnel, enseignants, étudiants se mobilisèrent immédiatement empêchant les intérimaires de travailler, et nous sommes allés demander des explications à Alliot.

Celui-ci expliqua qu'il s'agissait d'un malentendu, que les intérimaires avaient été décommandés, mais que l'on n'avait pu les avertir à temps.

Le surlendemain vendredi, devant notre détermination et l'extension de la grève, Alliot avait tout à coup trouvé une solution.

Le comité de grève était reçu pour négocier la nouvelle plate-forme signalant que la revendication des 1.000 F pourrait être satisfaite pour les membres du personnel payés sur le budget de l'université par un reclassement à l'indice 172 ce qui équivaut à un salaire net de 1.005,60 F, et pour les membres du personnel payés par le budget de l'Etat, par une indemnité compensatrice versée par l'université trimestriellement et à partir du 1er décembre 1971, à la condition que la reprise du travail soit décidée le soir même.

Le comité de grève a rendu compte de cette entrevue aux grévistes qui ont demandé que la prime soit versée non pas tous les trois mois, mais tous les mois, qu'il soit décidé de ne plus avoir recours aux sociétés d'intérim, et que la publication des contrats de nettoyage soit acceptée. L'ensemble des grévistes mettaient ces trois conditions à la reprise du travail.

Il était plus de 17 heures et le personnel partait en vacances de Noël le soir même, il était donc impossible de se prononcer immédiatement pour la reprise du travail.

A 20 heures, Alliot a de nouveau reçu les membres du comité de grève, en expliquant qu'il était prêt à verser la prime dès ce mois-ci, mais que des difficultés techniques rendaient impossible le versement mensuel. Par contre, il était d'accord en ce qui concerne les intérimaires et les sociétés de nettoyage.

Les membres du comité de grève ont alors estimé que le versement de la prime pour le mois de décembre créerait un climat favorable à la reprise du travail mais que celle-ci ne pouvait être décidée que par une assemblée générale du personnel gréviste et qu'étant donné l'heure et le départ en vacances, il était impossible de réunir le personnel avant le 3 janvier. Alliot a alors donné son accord.

On peut donc dire que, sauf la mensualisation de la prime, nous avons obtenu satisfaction sur toutes nos revendications et cela prouve que notre lutte a été payante.

Correspondant L.O.

CITROEN

Citroën-Levallois : l'entrée.

Le comble de l'absurde

LE 14 décembre la C.G.T. a lancé le coup d'envoi d'une campagne revendicative sur les salaires pour l'année 1971 (sic).

Elle s'est aperçue au bout de onze mois et demi que les salaires n'avaient pas suffisamment augmenté par rapport à la hausse du coût de la vie cette année ; elle a donc décidé, mi-décembre, de commencer une « action » revendicative pour que d'ici la fin de l'année le retard soit rattrapé. L'objectif devant être atteint fin décembre, il n'y a donc pas de temps à perdre.

Que réclame la C.G.T. ?

— Une augmentation totale pour 1971 de 8 %, soit 0,50 F de plus sur le taux de base dans l'année, ou 100 F pour les E.T.D.A.

— Une prime de fin d'année de 200 F.

Or, dans le même temps, la C.G.T. reconnaît que jusqu'à présent les O.S. ont vu leurs salaires augmenter de 6 % en moyenne grâce aux petites augmentations échelonnées dans l'année que la direction Citroën a lâchées.

En fait, si l'on calcule bien, aujourd'hui, elle veut nous faire revendiquer 2 % de plus et c'est tout ! Bien entendu, c'est absurde, car ce ne sont pas ces quelques miettes qui pourront nous faire rattraper notre pouvoir d'achat grignoté par les hausses.

Mais l'absurdité ne s'arrête pas là, car l' « action » proposée pour faire céder la direction sur ce point se limite à la signature de cartes postales.

Depuis la campagne de rentrée sur la retraite, il faut croire que la C.G.T. a pris goût pour ce genre d' « actions », et a trouvé dans les cartes postales la panacée qui permet de résoudre tous les problèmes. Bien entendu, espérer faire reculer la direction Citroën avec quelques signatures ne rime strictement à rien ; même avec une bonne dose de naïveté on ne peut guère croire que les patrons de choc de Citroën se laisseront intimider par une telle « action ».

Et la C.G.T. ne peut même pas invoquer son argument habituel pour justifier ce genre d'actions, elle ne peut même pas dire que c'est une manière de faire un petit quelque chose faute de pouvoir organiser des débrayages ou des actions plus dures. Dans l'immédiat, elle ne peut même pas assurer que c'est une manière d'amener peu à peu les travailleurs à s'engager en prévision d'autres actions, car elle ne réclame absolument pas ce minimum d'engagement.

C'est ainsi qu'à Clichy, les délégués en présentant les cartes postales à signer expliquent aux ouvriers qu'ils peuvent, et même doivent, signer en mettant un nom bidon. Dans d'autres coins, on assure aux travailleurs que, même s'ils signent de leur nom, ils ne risquent rien puisque les cartes ne seront pas envoyées à la direction, mais comptabilisées au syndicat.

Pour trouver une forme de campagne plus absurde, il faut se lever tôt ! Revendications bidon, action bidon, et aucun engagement !

Ce qui n'empêche pas les militants C.G.T. de prendre très à cœur leur campagne, et de se démener dans les selfs et à la porte des usines. Au moins eux ont l'impression de faire quelque chose !

Correspondant L.O.

FEUILLETON

VICKI BAUM "Le bois qui pleure"

(ÉDITIONS INTERPRESSE - COPYRIGHT HÉRITIERS VICKI BAUM)

Une nécrologie d'Akron

Le livre de Vicki Baum que nous publions en feuilleton n'est pas à proprement parler un roman, mais une suite de nouvelles, centrée chacune autour d'un épisode de la culture, de l'exploitation et de l'industrialisation du caoutchouc. En effet, " Le bois qui pleure **" est le nom que les Indiens d'Amérique, bien avant que l'Amérique ait été découverte, avaient donné à l'arbre à caoutchouc.**

La nouvelle, Une nécrologie d'Akron, **a pour cadre l'industrie américaine du caoutchouc. Les personnages en sont les ouvriers de cette industrie : chassés de leurs terres, appâtés par la promesse d'un salaire élevé, ils font l'expérience de l'exploitation capitaliste, des conditions de travail qui tuent à 40 ans, des cadences qui deviennent chaque jour plus rapides, plus insupportables. Puis survient le krach et la crise de 1929 : le chômage s'accroît, les salaires baissent pour ceux qui conservent leur emploi.**

C'est vrai, la plupart des gars dans les ateliers ne savaient pas ce que c'était que l'organisation du travail ou les syndicats ; évidement, ils en parlaient de temps à autre, mais ils n'avaient aucune idée de quoi il retournait. Tous connaissaient la question des pneus, beaucoup le jeu de base-ball et quelques-uns l'agriculture. Les ouvriers d'Akron jurent tant et plus, vont à l'église et bavardent énormément. Ils mâchonnent des chiques parce qu'il est défendu de fumer dans les usines et que la poussière de talc vous dessèche la gorge. Ce sont des campagnards et ils n'apprennent pas à vivre comme des citadins. Ils veulent avoir des tas d'enfants, un lopin de terre, une maison à eux, une voiture pour se rendre au travail et mener les enfants à l'église, le dimanche, et une terrasse pour s'asseoir après l'usine, et laisser leurs mains reposer sur leurs genoux. Voilà tout ce qu'ils veulent et tout ce qu'ils connaissent. Si la compagnie peut le leur donner, ils seront tous pour la compagnie ; si la compagnie les laisse tomber et que le syndicat peut le leur faire obtenir, ils seront tous pour le syndicat. Je veux dire que cela n'a rien à voir avec la politique ; ça touche à la racine même de la vie humaine.

Alors eut lieu l'élection de Roosevelt, mais nous n'en fîmes pas grand cas ; les gars disaient simplement que les choses devaient aller mieux puisqu'elles ne pouvaient aller plus mal ; mais ils se trompaient sur ce point. L'hiver de 1932 à 1933 fut de loin le pire. Tant de banques s'effondrèrent que même West Hill fut sur le point de chanceler. Les usines, grandes et petites, commencèrent à fermer leurs portes. Les écoles étaient désertes parce que les instituteurs ne pouvaient se faire payer, et les enfants encombraient la maison, réveillant le gars qui faisait partie de l'équipe de nuit et voulait dormir le jour. Et la femme disait : Laisse jouer les enfants, pour l'amour du ciel, ça les réchauffe. Entre autres nouvelles, on apprenait que Summit Rubber avait réalisé cette année trois millions de bénéfices. Ça nous a fait quelque chose, assurément, mais comment agir là contre ?

En juin, le Président Roosevelt signa le N.R.A. Nous en avons lu le texte dans notre local, et Mike Kern nous l'expliqua à grand renfort de signes de la main. Nous lûmes attentivement le paragraphe 7a, tournant et retournant chaque mot dans notre esprit ; aucun doute n'était possible, il annonçait bien la reconnaissance officielle des syndicats. Bon sang, que nous étions excités ! Une poignée d'entre nous se mit à l'ouvrage pour informer les gars des événements. La section avait un peu d'argent, mais il était bloqué dans une des banques fermées. Enfin d'une manière ou d'une autre, nous parvînmes à réunir, sou par sou, quarante dollars, de quoi faire imprimer cinquante mille tracts ; mais ne me demandez pas comment nous avons accompli ce tour de force. J'ai vendu ma tondeuse à gazon, Ethel a mis sa lessiveuse en gage, et je suis sûr que les copains trouvèrent les autres dollars de la même façon. Quand les tracts furent imprimés, nous avons fait travailler nos femmes et nos enfants. Le matin du 26 juin, il neigeait des tracts aux portes de toutes les usines. Quand je franchis la grille après mon travail de nuit, j'aperçus Connie Morton qui distribuait des tracts. Je n'en croyais pas mes yeux, mais c'était bien la mère de Ken qui se tenait là debout devant moi, grande comme la vie. Elle avait l'air lamentable, dans son vieux manteau devenu beaucoup trop ample pour elle, sauf à la ceinture et je me dis : Pour l'amour du Ciel, la voilà de nouveau enceinte. Je jetai un coup d'œil circulaire et je vis que tous les gars qui entraient ou sortaient lisaient le petit papier ; il y en avait qui le déchiffraient par-dessus l'épaule d'un camarade, d'autres l'avaient ramassé à terre et le défroissaient pour pouvoir le parcourir. Comme je formulais l'espoir que le nombre de nos tracts fût suffisant, j'aperçus Jim qui se préparait à franchir la grille. Quand je le vis comme ça, dans la belle lumière du matin, je fus frappé par son air abattu, et je pensai en moi-même : voilà que nous voulons organiser une fraternité entre cinquante mille ouvriers et je ne peux même pas rester en paix avec mon meilleur et seul ami. Ma réflexion n'était pas achevée que je marchai à sa rencontre :

— Comment ça va, Jim ? Il repoussa sa casquette en arrière, plissa le front, cracha un long jet de jus de tabac, et me dit :

— Salut, mon vieux ! Je vis qu'il avait l'air content de tout ça, et nous restâmes face à face comme deux singes qui se sourient l'un à l'autre, et nous ne savions plus quoi nous dire.

— Lis ça, Jim. Nous avons un meeting monstre à la fin du mois.

— Oui ?

— Oui, les choses vont changer à présent.

— C'est bientôt le moment, dit Jim, et il continua son chemin. Je ne sais pas s'il vit Connie qui distribuait des tracts. Mais il ne donna aucun signe qu'il l'avait aperçue. A bientôt, fit-il, et il s'éloigna.

— Tu viendras, n'est-ce pas ! lui criai-je.

— Peut-être, répondit-il.

Je n'oublierai jamais cette soirée du meeting ; d'ailleurs personne à Akron ne l'oubliera. Cela se passait dans la grande salle de l'Armoury et les gars de l'A.F.L. devaient nous envoyer un type pour nous expliquer le sens exact du paragraphe 7a, et ce qu'il nous apportait. Nous ne savions pas si les gars viendraient, ni comment ils le prendraient, nous ne savions pas si les compagnies nous mettraient des bâtons dans les roues. C'était un beau soir d'été, et je ne sais pourquoi, le bout de gazon qui s'étend devant Armoury Hall me semblait plus vert que de coutume. J'étais venu très tôt et observais l'arrivée des copains. Il y en eut d'abord une vingtaine, puis cent, puis mille, puis cinq mille, la salle fut bientôt pleine à craquer, et la foule se massa dehors. Mais je pensais : si tous les ouvriers viennent et que Jim ne vient pas, toute l'affaire est gâtée pour moi. Alors je le vois arriver, vêtu de son beau costume bleu, et Connie, toute pomponnée, mais enceinte comme pas une. Ils ne peuvent trouver des sièges et se tiennent debout contre le mur de droite : mon vieux Jimmie, maintenant tu vas voir que j'avais toujours eu raison.

Je ne sais pas ce que valaient les discours ce soir-là. Quand les copains m'ont poussé sur l'estrade pour dire quelque chose, j'étais dans un tel brouillard que je ne sais pas ce que j'ai dit. J'ai participé par la suite à quantité de meetings, j'ai entendu bien des discours, j'en ai prononcé moi-même un grand nombre, ça ne me fait plus rien à présent. Ça devient peu à peu une routine, une habitude, et l'on s'arrête de penser, mû par le même automatisme qui règle les gestes d'un confectionneur de pneus. J'ai acquis la conviction aujourd'hui que ces grands meetings et ces discours ne sauveront pas le monde, pas plus d'ailleurs que les syndicats et le travail organisé. Mais ce soir était le début de quelque chose de grand et de nouveau, et c'était magnifique.

Après le meeting, nous nous sommes rendus à notre local, nous conduisant comme une bande d'ivrognes, tant nous étions contents et agités. Le « drugstore » était plein de monde, et les hommes montaient sans arrêt pour s'inscrire. Une partie se tenait dans l'escalier, une partie dans la rue ; c'était une belle nuit chaude, et ceux qui quittaient le travail à minuit venaient demander comment les choses s'étaient passées. Je remplissais des cartes syndicales avec le sentiment un peu grisant de trôner au sommet du monde. L'un après l'autre, ils s'approchaient de ma table, déposaient leurs deux dollars, et je demandais : Nom ? Adresse ? Métier ? Ils apportaient des sandwiches et du café du « drugstore », et tout le monde se réjouissait comme si le fait de s'inscrire dans un syndicat reconnu officiellement signifiait que la bataille était gagnée. C'est ce que nous avons tous pensé cette nuit-là, et pendant les jours qui suivirent : nous aurons notre syndicat à présent. Plus de « travail accéléré », plus de débauchage, de bons salaires, un statut plus équitable, des notes d'épicier acquittées, du lait pour les enfants, une robe pour la femme, et deux dollars au moins pour jouer et parier sur une grosse équipe. Nous ne nous arrêtions pas à penser comment le syndicat allait nous faire obtenir cela, c'était comme si on l'avait déjà.

FEUILLETON

La porte s'ouvrit, et Jim entra. Je le vis immédiatement, comme si je l'avais attendu tout le temps. Quelques-uns des gars le saluèrent joyeusement et lui distribuèrent des tapes dans le dos, parce que tous aimaient beaucoup Jim. Mais, tout à coup, le silence s'établit. Les ouvriers du caoutchouc sont des gens tapageurs et bruyants quand ils sont heureux, mais ils devinrent soudain très silencieux. Ken Morton accompagnait son père, et ils venaient de le remarquer. Je sais ce qu'ils pensaient, et je gage que Jim le savait aussi. Ils pensaient que Ken avait été envoyé par la compagnie pour espionner et rapporter ce qui s'était passé cette nuit dans le local.

— Je veux m'inscrire, dit Jim, et il mit ses deux dollars devant moi.

— Nom ? Adresse ? Profession ?

Je regardai Ken qui se tenait debout à côté de son père, et Ken me regarda avec un air timide, comme s'il ne savait pas s'il devait sourire ou non. On pouvait distinguer tout de suite ceux qui avaient assisté au meeting de ceux qui venaient de quitter le travail. Les premiers avaient revêtu leurs habits du dimanche, autrement dit ceux qu'ils portaient à l'église, et les seconds étaient en bras de chemise, comme ils étaient au sortir de l'usine. J'avais toujours pris Ken pour un de ces damnés types à col blanc, mais cette nuit-là, il était en bras de chemise, il transpirait et avait la mine aussi fatiguée que n'importe qui d'entre nous. Quelqu'un m'avait raconté que le fils de Jim travaillait à l'atelier de mécanique de l'Usine 2, et il paraissait venir de là. Je ne sais pas ce que j'aurais éprouvé à son égard s'il avait été tiré à quatre épingles, mais quand je vis le garçon dans sa chemise trempée de sueur, je ne pus m'empêcher de lui dire.

— Salut, Kennie.

— Salut, me dit-il, et il me tendit la patte. Je voyais du coin de l'œil les gars qui m'observaient pour voir ce que j'allais faire. Je pensai que ça n'avait pas d'importance, et je lui serrai la main. Il avait un visage mince, mais ses mains étaient grandes et rudes, avec des cals.

— Comment as-tu aimé le meeting ? demandai-je à Jim.

— Beaucoup, me dit Jim. Pour sûr, ce gars savait parler.

— J'ai entendu dire que c'était formidable, dit Ken. Mes félicitations. Bigre, je pensai, des félicitations.

— Comment se fait-il que Kennie te permette de signer ? demandai-je à Jim ; je ne pouvais tout simplement pas l'avaler.

— Mais c'est lui qui m'a amené ici, dit Jim.

— Pas possible ?

— Parfaitement, me dit Jim.

— Alors, tu vois que ce n'est pas moi qui entraîne ton père ici, Ken. J'étais assez satisfait de la tournure des événements.

— Oui. Et vous voyez que c'n'est pas moi qui serait un espion et un jaune, il disait **c'n'est**, mais ça sonnait comme s'il avait parlé français. Peut-être qu'il ne peut pas s'empêcher d'être un homme de la compagnie, pensai-je. Dieu sait qui est son véritable père. Peut-être est-il né avec quelques ornements de plus que nous autres.

Pour sûr, c'était une grande soirée, et si on l'avait vue dans un film, elle aurait fait une fin magnifique. Mais la vie n'est pas comme ça. Dans la vie réelle, les choses vont comme les montagnes russes : montée, descente, montée, descente et ainsi de suite. Ainsi, avant la soirée, le syndicat ne comptait pas trois cents membres ; deux mois plus tard, nous étions plus de trente mille. Oui, mais l'année d'après, nous étions redescendus à deux mille. C'était une belle lune de miel aussi longtemps qu'elle a duré. Des cortèges dans la rue, des meetings chaque dimanche ; le paragraphe 7a était notre bible. Pendant ce temps, le syndicat accumulait les erreurs et, quand nous sommes sortis des nuages, nous n'avions rien obtenu que nous n'eussions déjà. En septembre, on procéda aux renvois habituels. En décembre, quand le code du N.R.A. fut signé, nous avons pu voir où nous en étions. Nous avions la semaine de trente-six heures, un salaire minimum de quarante cents de l'heure et de quatorze dollars par semaine. Le « travail accéléré » était aussi terrible qu'auparavant.

En janvier, la semaine fut réduite à vingt-quatre heures, et le salaire minimum ramené à douze dollars. En février, Summit Rubber accusait un bénéfice net de quatre millions de dollars et nous étions toujours dans la même boue.

C'est à ce moment que les gars commencèrent à être dégoûtés et abandonnèrent le syndicat. C'est aussi le moment que choisirent les compagnies pour intervenir et nous donner des syndicats de compagnies. Ils les affublaient des noms les plus fantaisistes, mais ça revenait au même. Et c'est aussi le moment où je devins moi-même un homme de la compagnie, je ne sais trop comment.

Je ne sais pas pourquoi les gars de l'atelier de confection m'élirent, je suppose que c'est parce que j'étais un peu plus fort qu'eux en grammaire et en orthographe. Peut-être ont-ils pensé que je ne me laisserais pas prendre si facilement aux fins discours dont nous gratifiaient ces messieurs de Mahogany Row. Je sais pourquoi ils ont élu Jim Morton ; ils l'aimaient, parce qu'ils avaient l'impression quand ils le regardaient, de retrouver leur propre image comme dans un miroir. Je n'étais pas très satisfait de l'élection d'Al Bundy, en troisième lieu ; ils disaient que c'était le plus ancien travailleur de notre atelier et le meilleur, qu'il avait plus d'expérience que nous autres et que c'était un bon lutteur. Peut-être l'était-il, en effet, surtout pour défendre ses propres intérêts. Mais je crois que la compagnie est intervenue dans son élection. Nous nous rendîmes donc tous les trois à Mahogany Row, où Mr. Baldwin nous fit un joli petit discours, nous demandant pourquoi nous devrions laisser à des étrangers le soin de régler les affaires de l'usine, comme si nous ne savions pas nous-mêmes ce qu'il nous fallait. Il ajouta que nous représentions tous les travailleurs de l'Usine 1 de la même manière que les députés représentent au congrès tous les citoyens de leur district électoral. Il nous assura de la coopération absolue de la compagnie, et nous nous sommes sentis mollir et fléchir à l'intérieur, et nous lui en promîmes autant. Quand nous nous retrouvâmes dans la rue, nous avions compris qu'enfin nous avions part à la direction de la compagnie, et que c'était à nous d'obtenir pour les gars de meilleures conditions de travail. Nous voyions l'usine, cette chose énorme et puissante qu'était Summit Rubber et, pour la première fois, nous avions l'impression qu'elle nous appartenait aussi.

(à suivre.)

cinéma

La folie des grandeurs

de Gérard Oury

TOUTES les conditions de départ sont réunies pour que le public fasse fête au nouveau film de Gérard Oury. Les moyens financiers ne manquent pas, pour lancer une large campagne « d'information », c'est-à-dire de publicité. Les vedettes sont connues et appréciées. Le métier du metteur en scène n'est guère contesté. Surtout, les centaines de milliers de spectateurs qui avaient passé une excellente soirée en voyant « Le Corniaud » ou « La grande Vadrouille » ne demandent qu'à « remettre ça », les occasions de rire et de ne pas bouder son plaisir n'étant pas si fréquentes.

Le préjugé favorable est encore accentué par un scenario prometteur vaguement emprunté au « Ruy Blas » de Victor Hugo : au dix-septième siècle, à la cour du roi, un ministre particulièrement antipathique et impopulaire tombe en disgrâce, sans que sa chute ait d'ailleurs un rapport quelconque avec l'exécrable caractère de notre grand d'Espagne. Salluste — alias Louis de Funès — prince déchu et surtout ruiné n'aura désormais qu'un objectif : recouvrer son rang et les privilèges qui l'accompagnent. Instrument de sa vengeance : son valet Blaze — alias Yves Montand — qui se voit contraint — sans grande résistance de sa part d'ailleurs — à courtiser la reine et à en devenir l'amant d'un instant.

Un maître avare comme Harpagon et rapace comme un vautour, un valet qui a juste la naïveté qu'il faut, sans plus, et qui se place du bon côté de la barricade, c'est-à-dire du côté des humbles et des braves gens : les personnages sont bien campés, hauts en couleurs et quelque peu caricaturaux, comme dans toute comédie qui se respecte.

Bien installé dans son fauteuil le spectateur attend donc, dans d'excellentes dispositions, un divertissement comique. Il est à l'affût du moindre gag qui le fera s'esclaffer. Son attente se prolonge. Elle dure environ 90 minutes, le temps du film. Et le spectateur s'extrait de son siège, déçu parce qu'il n'a pas eu droit à la partie de rigolade qu'il escomptait, mais légèrement étonné que le temps soit passé si vite. La beauté sauvage et grandiose des paysages espagnols, la richesse des costumes, la musique allègre et aussi, il faut être juste et le signaler, quelques scènes qui sollicitent le rire lui ont finalement permis de passer la soirée.

François DELAIN.

UN ARTISTE

Dans une interview accordée au Monde, *Louis de Funès, après avoir expliqué « moi, je suis plutôt pour le gouvernement, parce que ça me paraît le plus stable, ça me convient », déclare : « quant aux gauchistes, ça ne m'intéresse pas du tout, tout le temps des jalousies, des récriminations et puis leurs films sont tellement ennuyeux, prétentieux,* ils ne font pas un rond... » *(c'est nous qui soulignons. N.D.L.R.).*

Un véritable artiste M. de Funès. Il ne fait pas de politique. Il fait sa pelote.

télévision

SÉLECTION DE LA SEMAINE

Mardi 28 décembre

22 h (2e chaîne)

C'est arrivé en 1971. *Rétrospective de l'actualité de 1971.*

Mercredi 29 décembre

20 h 35 (1re chaîne)

Une soirée à la Comédie-Française : au programme :

29e à l'ombre, *de Labiche.*

L'Impromptu de Versailles, *de Molière.*

Jeudi 30 décembre

20 h 35 (1re chaîne)

La première chaîne présente elle aussi sa rétrospective de l'actualité.

21 h 35 (1re chaîne)

Dans le cadre du festival cinématographique de l'aventure : Les révoltés du Bounty, *version réalisée en 1935 par Frank Llyod, avec Clark Gable et Charles Laughton.*

Vendredi 31 décembre

23 h 35 (2e chaîne)

Un film de Jerry Lewis : Jerry souffre-douleur.

Samedi 1er janvier

17 h (1re chaîne)

Un film de John Ford : La charge héroïque.

21 h 35 (2e chaîne)

La Comédie-Française présente : Ruy Blas *de Victor Hugo.*

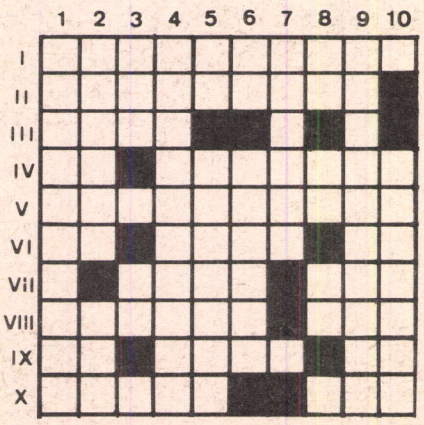
Dimanche 2 janvier

20 h 45 (1re chaîne)

Le festival cinématographique de l'aventure présente : La vache et le prisonnier, *un film de Henri Verneuil avec Fernandel.*

VERTICALEMENT. — I. Se traine par monts et par vaux. — II. Un sage qui avait un faible pour la folie - Principe chinois. — III. Ereinté - Possessif. — IV. Fait les vitrines. — V. En partie vrai - Décortiquer. — VI. Romain - S'est beaucoup aidé de sa canne. — VII. Clos. — VIII. Abréviation - Voyelle doublée - Epelé : Aspire à une retraite méritée. — IX. En rapport avec une culture qui nécessite qu'on se mouille. — X. Fait tourner les Hongrois.

HORIZONTALEMENT. — 1. On dit qu'elle est enchaînée mais ses chaînes n'y sont pour rien. — 2. Elles font des discours sans pour autant être bavardes. — 3. Fit place nette. — 4. Initiales d'un hebdomadaire - Distributeur qui fit du bruit. — 5. Elles sont blanches. — 6. Article - Avale tout - Pour un référendum d'outre-Rhin. — 7. Paria - Pas complètement âcre. — 8. Homme politique syrien - Dans un paradis anglais. — 9. Les Egyptiens l'adoraient - Très fin - Donne le ton. — 10. Donner un coup de fouet - Leurs coups peuvent être lourds de conséquences.



Des livres que l'

Grandeur et chute de Lyssenko

de Jaurès Medvedev

CE livre, l'un des écrits de Medvedev dont la parution à l'étranger et le fond lui ont valu les sévices du gouvernement soviétique, notamment l'incarcération en asile psychiatrique, démolit l'un des mythes staliniens.

C'est en trois parties très distinctes quant au ton, le récit de la vie de Lyssenko, un véritable faussaire scientifique dont Staline puis Krouchtchev avaient fait le maître absolu de la recherche biologique et agricole. Partisan d'une théorie de l'hérédité depuis longtemps dépassée qu'il n'a jamais pu démontrer de façon scientifique, il tenait non pour erronée mais pour bourgeoise et diabolique la théorie génétique de l'hérédité, c'est-à-dire la théorie selon laquelle des éléments déterminés du noyau, les chromosomes, sont porteurs de l'hérédité. Il mena contre la théorie génétique, étayée pourtant de faits et d'expériences toujours plus nombreux qui la confirmaient, une lutte fanatique. Cela n'aurait pas été particulièrement grave — il y a toujours dans les sphères scientifiques comme ailleurs des incapables — si Lyssenko pour défendre ses thèses stupides n'avait eu le soutien absolu et inconditionnel de tout l'appareil bureaucratique. Incapable de justifier ses théories autrement que par des expériences falsifiées et invérifiables, il s'assura la suprématie sur ses adversaires par des méthodes de police. L'un des plus grands savants mondiaux, Vavilov, qui s'était mis d'enthousiasme du côté de la révolution, qui avait fait de nombreuses et importantes découvertes et édifié la base du développement de l'agriculture, fut emprisonné et mourut en prison. Il ne fut pas le seul à subir un sort semblable. Tous les postes de directeurs en biologie et en agriculture passèrent ainsi aux mains des lyssenkistes, qui firent 15 ans durant un tort considérable tant au développement scientifique qu'au développement agricole.

On put voir ainsi pendant 15 ans, les journaux étaler les articles les plus effarants sur la possibilité de transformer les virus en bactéries, les pins en sapins ou mieux encore de faire naître d'œufs quelconques des coucous. En agronomie ses découvertes qui venaient à l'encontre de l'expérience séculaire des paysans ne furent pas moins miraculeuses ; ainsi il conseillait de planter « en nid » c'est-à-dire de planter un très grand nombre de plants dans un même trou, tous les plants « se sacrifiant » pour protéger l'un d'entre eux, ou bien de labourer le sol à 1 mètre de profondeur, méthode qui, pour être impressionnante par les moyens qu'elle exigeait, n'avait d'autre rôle que de faire remonter à la surface le sol non fertile, etc. Qui plus est ce sont ces inepties qui furent enseignées 15 ans durant aux étudiants soviétiques cependant qu'on leur inculquait une sainte horreur de la génétique, « science bourgeoise et réactionnaire ». Le ton des attaques contre les défenseurs de la génétique était d'ailleurs particulièrement haineux. Il exista même une chanson « populaire » chantant la gloire de Lyssenko qui se terminait par **« grâce à lui nous ne serons plus dupes des mendéliens-morganistes »**. Les méthodes agronomiques de Lyssenko furent imposées aux milliers d'hectares des fermes collectives, causant des pertes très considérables. Le cheptel ne devait pas être sélectionné — c'était de **« la génétique fasciste-trotskiste-et-boukharienne »** — mais modifié selon les idées de Lyssenko qui tient l'œuf pour conscient et capable de choisir la direction dans laquelle il va se développer ; les conséquences pour l'élevage furent lourdes. Dans la même lancée l'existence des maladies héréditaires fut n i é e avec aplomb.

Ainsi sur des positions aussi aberrantes et indéfendables se mena une lutte à mort dont les victimes furent les savants honnêtes et courageux qui n'acceptaient pas de défendre des théories ineptes. Lyssenko fut soutenu par Staline et la première et la plus violente vague de répression coïncida avec la période des procès de Moscou, mais il fut soutenu encore plus fermement par Krouchtchev. Ce que l'on ne trouve pas dans ce livre c'est précisément pourquoi il apparut nécessaire au pouvoir de mener une lutte aussi violente sur des sujets aussi éloignés de toute implication politique. A ce propos, il convient de dire un mot de la préface, signée Jacques Monod, dans la mesure où justement ce dernier se propose implicitement de répondre au pourquoi de l'appui donné par le régime au charlatan Lyssenko. Pour Monod, la responsabilité en revient pour une large part... au matérialisme dialectique car, pour le prix Nobel, la doctrine de Lyssenko pour aberrante qu'elle fut, était la seule en parfaite conformité avec le matérialisme dialectique.

L'ignorance de Monod à l'égard du matérialisme dialectique qu'il se complaît pourtant à pourfendre, et finalement la malhonnêteté intellectuelle (car il n'y a pas d'autre mot) avec laquelle il aborde ce problème, sont plus choquantes encore dans cette préface concise et ramassée que dans son livre-vedette, « Le Hasard et la Nécessité ». Ce livre est cependant du plus vif intérêt, même si certains passages plus techniques peuvent paraître un peu rebutants. Il nous montre comment le stalinisme a pu imposer des années durant les pires inepties comme de grandes vérités scientifiques et cela contre la science du monde entier. Et ce n'est pas d'un mince intérêt.

Françoise BANIAN

Editions Gallimard,
Collection Témoins.

Lyssenko, passé maître dans l'art de fausser la science, soutenu par Staline, puis Krouchtchev. (Ph. Viollet)

La Jacquerie

de Maurice Dommanget

DANS la Petite Collection Maspéro, vient de paraître un court texte de Maurice Dommanget sur la Jacquerie. Il s'agit en fait d'un travail plus ancien, réalisé en mai 1958, à l'occasion du 600e anniversaire du mouvement de révolte paysanne connu sous le nom de Jacquerie qui secoua la région de Paris au cours de la guerre de Cent ans.

Ce mouvement s'inscrit dans la longue série de révoltes paysannes qui jalonnent l'histoire féodale, des Pastoureaux et des Bagaudes des XIIe et XIIIe siècles, aux insurrections tchèques et hongroises du XVe et à la guerre des paysans d'Allemagne en 1525, étudiée par Engels.

En France, le nom même de Jacquerie évoque ce type de révolte. Mais l'étude de Dommanget se limite à un mouvement bien déterminé qui dura une quinzaine de jours en mai et juin 1358 et toucha principalement la région de Beauvais et de Senlis, même si on en retrouve des traces jusqu'en Normandie et en Bourgogne.

Cette période du milieu du XIVe siècle est une de celles où la msère et la détresse des paysans sont les pires. Aux charges « habituelles » qui pèsent sur eux (corvées et impôts de toutes sortes) s'ajoutent les ravages de la guerre, l'invasion anglaise, la famine presque continuelle et les épidémies de peste. De tous ces fléaux, ce sont les paysans qui portent la plus lourde part. Ce sont leurs maisons et leurs récoltes qui brûlent, c'est sur eux qu'on lève les impôts pour armer et entretenir les troupes...

Dans cette situation, il n'est pas étonnant que la révolte éclate presque spontanément à la suite d'un incident à Saint-Leu d'Esserent au cours duquel plusieurs nobles sont massacrés. En quelques jours elle s'étend à toute la région. Les paysans forment des bandes armées qui marchent sur les châteaux, les détruisent, les brûlent, massacrent ou chassent les nobles.

Il est évidemment difficile d'évaluer les effectifs de la révolte. Dommanget estime que, lors de la bataille finale, l'armée des paysans devait regrouper 5 à 6 000 hommes. Mais si ce fut l'armée principale de la région centrale de la révolte et à ce titre, elle fut décisive, il existait un grand nombre de bandes révoltées, plus ou moins organisées, sans lien avec la direction du mouvement. Au total, la révolte embrasa toute la Picardie, le Bassin parisien, une partie de la Normandie, de l'Auxerrois.

Le mouvement resta presque purement paysan. On trouve trace de tentatives faites de part et d'autre pour faire la liaison avec l'insurrection parisienne dirigée au même moment par Etienne Marcel. Mais, du fait de la brièveté du mouvement, elles n'aboutirent pas. Cependant, la Jacquerie trouvait des sympathies, parfois très actives, dans plusieurs cités de la zone de révolte ; le côté anti-noble du mouvement ne pouvant laisser indifférent les Communes citadines, elles aussi en conflit avec les seigneurs. De même, à la différence des mouvements étudiés par Engels, on ne trouve pas, derrière la révolte, d'idéologie politique et religieuse, ni de figure comparable à celle de Thomas Münzer. On n'a gardé la trace que d'un chef important, Guillaume Cale, dont on sait peu de chose, sinon qu'il commanda l'armée paysanne la plus importante et que, par naïveté, croyant en la parole des nobles, il alla, pendant une armistice au cours de la bataille décisive, parlementer dans le camp des nobles. Arrêté immédiatement — arrestation qui conduisit à la débandade de l'armée paysanne — il fut supplicié, couronné d'un trépied de fer chauffé au rouge, puis décapité.

Mais le plus intéressant du mouvement, c'est son caractère de classe absolument marqué, aussi bien du côté des nobles que de celui des paysans. Si grande est la haine des paysans pour la noblesse et son symbole, le château, qu'ils détruisent complètement tous ceux dont ils s'emparent, sans jamais les utiliser comme base de défense. Les habitants de Senlis, qui ont rejoint la Jacquerie, décrètent que tous les nobles sont bannis de la ville avec interdiction de ne jamais y revenir...

Du côté des nobles, la menace paysanne suffit à faire l'union sacrée entre factions ennemies de la noblesse française. Ils forment une armée commune qui marche sur les révoltés au début de juin 1358.

Les nobles étaient sans doute moins nombreux que la troupe de Guillaume Cale, mais ils étaient mieux armés et avaient l'expérience de la guerre. La bataille décisive qui eut lieu près de Clermont-en-Beauvaisis, se termina par une défaite totale et un massacre de paysans.

Pendant des siècles, par la suite, la Jacquerie de 1358 est tombée dans l'oubli. Les seuls historiens qui en parlaient étaient du parti des nobles et présentaient les Jacques comme des bandes de sauvages coupables des pires atrocités, tout en passant sous silence la répression des nobles qui dura plusieurs années (pour 15 jours de révolte) et fit des dizaines de milliers de victimes.

Ce n'est qu'au XIXe siècle que les Jacques feront leur réapparition dans la tradition révolutionnaire. Et à la fin de sa brochure, Dommanget rappelle l'histoire de cette renaissance qui vit les insurgés de 1848 et de la Commune chanter des chansons à la gloire de la Jacquerie.

On peut regretter le caractère très « érudit » de certains passages de Dommanget qui cite les sources d'histoire locale et polémique avec les autres historiens de la Jacquerie, ce qui fait souvent perdre de vue l'ensemble du mouvement. Mais il était peut-être difficile de faire autrement, étant donné le caractère très fragmentaire des sources existantes sur la période.

Malgré cela, ce petit livre qui est d'un prix très accessible reste passionnant à lire. En une centaine de pages, il réussit à donner une idée d'une des phases les plus aiguës de la lutte entre les paysans et la classe nobiliaire pendant la période féodale.

P. BUISSON

Petite Collection Maspéro
125 pages. Prix : 5,90 F.

on peut offrir . . .

Les polices de la nouvelle société

de René Backman et Claude Angeli

LES deux auteurs de cet ouvrage sont des journalistes, respectivement au Nouvel Observateur et au Canard Enchaîné. Et leur livre est constitué essentiellement par des articles déjà parus dans ces journaux.

Lenoir, préfet de police. (Ph. U.P.I.)

Il s'agit d'une enquête « qui se donne pour but de révéler ce que vaut la police, ce qu'elle est, ce qu'elle sait faire, ce que l'on veut faire d'elle et aussi ce que ses chefs veulent parfois ». Et comme ajoutent les auteurs « C'est toujours bon à savoir ».

On ne trouvera pas dans « Les polices de la nouvelle société » de révélations sensationnelles, mais des renseignements intéressants sur les effectifs, le fonctionnement et les méthodes de l'appareil policier. Backmann et Angeli insistent, à juste titre, sur la recherche des renseignements à laquelle se livrent certains services de l'armée, les Renseignements Généraux, le S.D.E.C.E., des polices privées, etc. « La police la plus inquiétante ne porte pas de casque : la multiplication des fiches est bien plus dangereuse que celle des matraques. » Pour alimenter fiches et dossiers, particulièrement en ce qui concerne les opposants (gauchistes, syndicalistes, commerçants contestataires, etc.) la police utilise en plus des méthodes, qu'on peut qualifier de légales, telles que la filature, la photographie des manifestations, des entrées d'immeubles ou de librairies d'extrême-gauche, la surveillance des meetings, d'autres moyens en marge des lois. C'est ainsi qu'une quarantaine de fonctionnaires des Renseignements Généraux passent leurs journées à décoller des enveloppes pour connaître la correspondance obtenue chez des concierges. D'autres visitent clandestinement des appartements de militants.

Les auteurs évaluent à 3 500 environ le nombre des téléphones que la police peut mettre sur tables d'écoute. Les communications enregistrées sur bandes magnétiques, sont ensuite dépouillées pour connaître les plans, les rendez-vous, les idées de tel ou tel militant, journaliste, politicien.

Des divers fichiers centraux des services de police, on extrait alors un nombre plus limité d'identités qui figurent notamment dans un répertoire d'urgence des Renseignements Généraux. La deuxième partie de cet annuaire, pour l'année 1970, contient à elle seule, selon les auteurs, 12 000 noms environ, dont un tiers concerne le mouvement révolutionnaire. Il permet en particulier la surveillance des déplacements aux frontières.

Les auteurs évoquent au passage quelques autres exemples d'activités policières, officielles ou officieuses, telles que la recherche des indicateurs, l'accroissement du nombre et du rôle des agences de détectives privés, la place des services spéciaux, etc. Quelques pages sont également consacrées à des « affaires » récentes, Jaubert et Thévenin.

Le livre comporte en outre quelques chapitres consacrés aux forces syndicales et politiques qui travaillent dans la police, notamment l'extrême-droite du « Syndicat indépendant de la police nationale » : trois mille individus appuyés à l'occasion sur les S.A.C. D'un autre côté, la plus grande partie des policiers en tenue qui se sentent victimes du « malaise » actuel, et qui sont sensibles à l'hostilité que le « flic » rencontre dans l'opinion, soutiennent le syndicat de Gérard Monatte. Ceux-là protestent parfois contre certains aspects des tâches répressives.

Dans notre société de plus en plus policière, chacun pourra trouver son profit dans ce petit livre sans prétention.

A.V.

Petite Collection Maspero.
129 pages, 5,90 F.

. . . et d'autres que l'on peut éviter d'offrir

LA LONGUE MARCHE

présenté par Claude Hudelot

UN livre décevant. Ecrit par un universitaire qui pour n'être certes pas maoïste n'en rabâche pas moins que la révolution prolétarienne en Chine ne pouvait qu'être une utopie et que Mao fut vraiment un incommensurable génie de réalisme pour comprendre qu'en Chine les paysans étaient plus nombreux que les ouvriers...

Cette adoration du fait accompli est habituelle, mais le lecteur pouvait du moins s'attendre à apprendre quelque chose de nouveau sur un épisode somme toute peu connu.

L'auteur introduit assez longuement le sujet en passant avec légèreté sur les causes de la défaite du prolétariat chinois en 1927. Il souligne que Mao ne prit vraiment la tête du P.C.C. qu'en 1935 et qu'il brisa bien des résistances. Il rappelle qu'il n'y eut pas une mais plusieurs « Longues Marches » et que le « président Mao » ne se gêne pas pour réécrire l'Histoire ou corriger ses propres écrits quand cela l'arrange.

Mais de la Longue Marche elle-même il n'y a guère qu'un commentaire insipide de la fade série d'images d'Epinal qui s'appelle Histoire officielle du P.C.C.

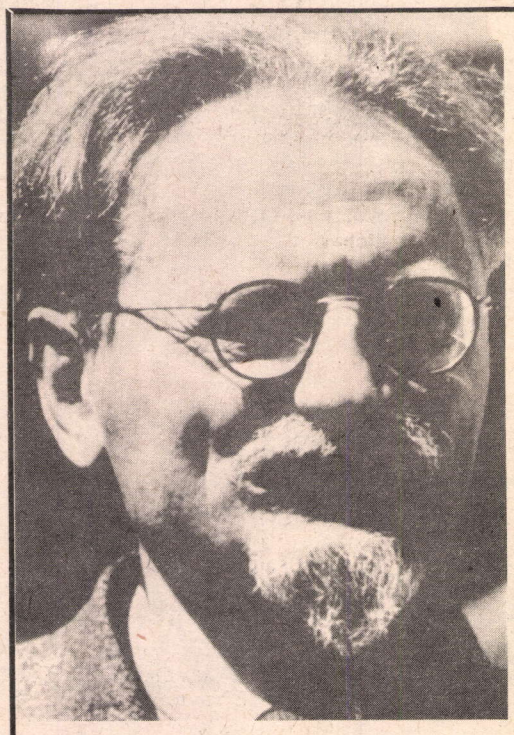
Les premiers journalistes américains : Edgar Snow, Nym Wales et Agnes Smedley ne contactèrent Mao qu'après la Longue Marche (les extraits de leurs interviews donnent envie de lire leurs ouvrages). Mais en ce qui concerne le sujet lui-même on ne dispose à l'heure actuelle d'aucun témoignage véridique.

Dans ces conditions l'historien manque de matériel sérieux et la « Longue Marche » n'a pas trouvé son Jack Belden (1).

Pierre BUISSON

(1) Auteur de : « La Chine ébranle le monde ».

Collection Archives-Julliard



L'anti-trotskysme

éléments d'histoire et de théorie

de D. Avenas et A. Brossat

LE livre se veut une défense du trotskysme contre trois sortes d'adversaires : un respectable professeur d'université qui commente Trotsky en chaire (Jean Baechler), un dirigeant du P.C.F. (Léo Figuères) et un militant maoïste (Kostas Mavrakis). Figuères et Mavrakis ont écrit chacun un livre pour attaquer Trotsky, sa pensée et le mouvement trotskyste.

Disons, pour résumer, que tant qu'ils s'en tiennent à la défense des idées et du rôle de Trotsky au sein du mouvement ouvrier international, tant qu'ils répondent aux calomnies staliniennes à ce propos, les auteurs s'en tirent honorablement. Sans doute en partie parce qu'ils suivent là des chemins sûrs, défrichés depuis longtemps par le mouvement trotskyste et par Trotsky lui-même. Et il n'est jamais inutile de rappeler au lecteur qui découvre Trotsky quelques vérités.

Malheureusement l'ambition d'Avenas et de Brossat était plus vaste. Il s'agissait aussi pour eux « d'affiner les analyses de Trotsky », de « prolonger les intuitions de Trotsky », en un mot d'enrichir le troskysme.

Dans ce domaine ils nous offrent une marchandise qui n'a pas grand-chose à voir avec le marxisme révolutionnaire et, notamment, ils substituent allègrement la paysannerie au prolétariat comme moteur de la révolution prolétarienne en Chine et à Cuba. Le livre fourmille d'un nombre impressionnant de lieux communs tiers-mondistes qu'on nous sert ici accommodés d'un vocabulaire « trotskysant ».

Pour paraphraser les auteurs, qui malheureusement attribuent ces épithètes à leurs adversaires politiques et non à eux-mêmes, leur ouvrage reflète l'idéologie de la « petite-bourgeoisie radicalisée » et non celle du prolétariat, et il y a « certaines défenses dont le trotskysme se passerait volontiers ».

J.L.

Maspéro Editeur

Collection Cahiers Libres n° 221

Trotsky et le trotskysme

de Jacqueline Pluet

CET ouvrage se compose essentiellement d'un choix de textes classiques de Trotsky écrits de 1923 à 1940 et qui touchent des domaines variés tels l'U.R.S.S., la révolution chinoise, le nazisme, le Front populaire, la IV^e^ Internationale, etc...*

Les écrits ont été judicieusement choisis et les notes, ainsi que l'introduction, aident utilement à la compréhension des textes.

Malgré tout, ces qualités ne peuvent effacer les défauts de ce genre de recueils. Formés de fragments de textes ils peuvent donner au lecteur, dans le meilleur des cas, l'illusion de « survoler » l'œuvre alors qu'il ne fait que l'effleurer et, dans le pire, l'impression d'un certain nombre de prises de position sans lien réel entre elles. Et dans les deux cas, la pensée de Trotsky perd beaucoup de sa richesse.

Notons, de plus, que quatre textes de la « IV^e^ Internationale » (qui s'échelonnent de 1944 à 1946) ont été placés sans transition après ceux de Trotsky. Pourtant ces textes, qu'ils concernent les «mouvements de résistants» ou les « partis révolutionnaires de masse », marquent une rupture avec l'œuvre et les idées du fondateur de la IV^e^ Internationale.

Enfin la chronologie placée en fin de volume indique la période de 1942-1943 comme celle de la répression contre les trotskystes alors que ces derniers connaissaient les prisons depuis la dissolution du mouvement par Daladier en septembre 1939. Pour un historien cela n'est pas bien sérieux.

Jean LIEVIN.

* « Trotsky et le trotskysme » de Jacqueline Pluet. Editeur Armand Colin. Dossier sciences humaines n° 34.

Les restrictions à l'immigration algérienne

Chair à travail

IL ne rentrera plus désormais que 25.000 travailleurs algériens en France chaque année, au lieu de 35.000 : telle est la décision que le gouvernement français vient d'imposer à l'Algérie lors de la révision de l'accord de 1968 sur l'immigration des travailleurs algériens en France. Et si certains milieux algériens voient là une mesure de représailles par rapport au différend pétrolier, ce qui n'est d'ailleurs peut-être pas faux, il n'en reste pas moins vrai que cette décision s'insère dans le cadre d'un problème plus général, puisqu'elle constitue la première des mesures annoncées la semaine précédente par le ministre du Travail Fontanet, annonçant qu'il fallait « diminuer l'arrivée des travailleurs étrangers en France en 1972 », parce que nous serions, d'après sa propre expression, « en période de moindre appel de la production ».

Notons-le en passant, tout cela contraste singulièrement avec l'optimisme qui est de rigueur, depuis la rencontre des Açores et la dévaluation du dollar, dans tous les propos officiels. Car si nos gouvernants ne cessent d'affirmer que ni crise ni récession ne sont plus à craindre désormais, du moins en France, la preuve en est qu'ils s'y préparent néanmoins !

Mais ce qui est le plus remarquable, c'est la magnifique hypocrisie dont ces gens là font preuve. S'ils veulent limiter l'entrée des travailleurs immigrés en France, c'est, prétendent-ils, dans l'intérêt même de ceux-ci. « Il serait contraire à l'intérêt des travailleurs étrangers de les faire entrer en France » explique gravement Fontanet, et chacun d'invoquer les taudis et les bidonvilles (comme si ce scandale ne durait pas depuis des années, et comme si le gouvernement avait fait le moindre geste sérieux pour y remédier), et comble d'ironie, le racisme et la xénophobie (tout comme les Juifs sont pour certains, c'est bien connu, les premiers responsables de l'antisémitisme !).

Dans le meilleur des cas, on nous explique gravement que les travailleurs immigrés ne viennent pas « manger le pain des Français », mais au contraire faire œuvre utile, « boucher les trous », accomplir les travaux « dont les Français ne veulent plus », qu'il faut donc les traiter avec respect, mais évidemment réduire leur nombre lorsque « le travail diminue ».

Tous ces propos plus ou moins humanitaires ne visent finalement qu'à essayer de masquer une vérité fondamentale, le fait que la société bourgeoise, les patrons et leurs valets, ne considèrent les travailleurs, tous les travailleurs, qu'ils soient français ou immigrés, que comme du bétail, de la viande à travail, une marchandise dont on n'achète ou pas la force de travail qu'en fonction des besoins de l'économie et du marché, qu'on déplace ou qu'on rejette pour satisfaire la règle fondamentale de cette société : la course au profit.

Qu'il s'agisse des travailleurs de chez Roussel-Uclaf ou de Wendel-Sidelor jetés à la rue pour raison de modernisation de leur entreprise ou des travailleurs immigrés, algériens aujourd'hui, espagnols ou portugais demain, bloqués aux frontières sous prétexte de « moindre appel de la production », le problème est fondamentalement le même : ce n'est pas pour faire vivre les hommes que l'économie capitaliste fonctionne, mais c'est pour amasser des profits que l'on condamne certains hommes aux longues semaines de travail et aux cadences infernales, et d'autres au chômage ou à l'inemploi.

Car le plus beau est que nos gouvernants essaient de faire passer ces mesures de limitation de l'immigration comme une protection des travailleurs français, dont il s'agirait de protéger le travail, d'assurer le moyen de gagner leur vie, alors qu'on leur refuse la satisfaction de leurs revendications les plus légitimes, comme le retour immédiat aux 40 heures, ou la retraite à 60 ans. Voilà pourtant, Monsieur Fontanet, des mesures qui permettraient d'assurer sans problèmes du travail à tous les travailleurs qui vivent actuellement en France, et à bien d'autres encore. Voilà pourtant des mesures qui amélioreraient notablement la vie des travailleurs français dont vous dites tant vous soucier. Mais ces mesures-là ne plairaient évidemment pas aux capitalistes vos maîtres dont elles rogneraient les profits. Et le fait que vous vous y refusiez prouve bien que votre but n'est pas « d'assurer du travail » aux ouvriers de ce pays, mais d'assurer le plus haut niveau de profit possible à leurs patrons.

Qu'a donc fait le gouvernement en faveur des habitants des bidonvilles, même pendant les périodes de plein emploi ? (Ph. L.O.)

Et il est finalement bien significatif de cette société en folie, tournant le dos aux besoins des hommes pour se consacrer au seul enrichissement de quelques-uns, d'entendre dire qu'il y a trop de travailleurs, c'est-à-dire trop de producteurs de richesses, dans un monde où la misère et la faim règnent encore en maître sur la plus grande partie de l'humanité, et où ceux qui ont le « privilège » de travailler sont assassinés à petit feu par la production.

Non, il n'y a pas trop de travailleurs. Il y a seulement trop de bourgeois !

François DUBURG.

Basse, très basse police

TRAUMATISME des parties génitales ayant nécessité une intervention chirurgicale en urgence dans la nuit du 28-11-71... énorme hématome du scrotum secondaire à un coup. A gauche, on découvre un volumineux caillot de sang en rapport avec un éclatement du testicule gauche à sa partie inférieure... »

C'est là un extrait du certificat médical délivré à un automobiliste par un médecin de l'Hôtel-Dieu. Il ne s'agit pas d'un accident, mais d'un passage à tabac au commissariat central du cinquième arrondissement.

L'automobiliste, un travailleur algérien, avait éraflé une voiture. Il a été embarqué, traité de **« raton, bicot, ordure, pourriture »**, puis tabassé.

Rien que de très banal dans la Douce France policière de Marcellin et Pompidou. Les flics s'étaient fait la main pendant la guerre d'Algérie, il en reste quelque chose.

La police prétend que ce travailleur était ivre. Il dit qu'on lui a fait boire du vin alors qu'il demandait de l'eau parce qu'il avait soif.

Qui dit vrai ? Peu importe. Après tout, on a déjà vu des flics mentir comme des cochons : tel cet officier de police qui avait fabriqué des preuves pour faire accuser de meurtre un préparateur en pharmacie algérien ; ou bien lors de l'affaire Thévenin où la police avança successivement plusieurs versions contradictoires et plus ou moins vraisemblables du « suicide ».

Pendant la guerre d'Algérie, les flics s'étaient fait la main sur les travailleurs algériens : il en reste quelque chose aujourd'hui. (Ph. A.F.P.)

En tout cas, une chose est sûre. Que ce travailleur ait été éméché ou non, ceux qui l'ont tabassé aussi odieusement sont des brutes sadiques et des ordures.

Faut-il qu'une société soit pourrie pour avoir de tels défenseurs !

Et ce sont ces gens-là qui garantissent les lois et « l'ordre » !

Et ils jouissent de l'impunité la plus absolue.

Pourtant, ceux qu'ils servent sont des gens « respectables », qui n'approuvent pas ces méthodes, mais les tolèrent et les couvrent. Pourquoi ?

Parce qu'ils ont besoin de gens de bas étage pour jouer les croque-mitaines. Pompidou disait lors de l'affaire Ben Barka : **« on ne fait pas la police avec des enfants de chœur ».**

Il faut, en effet, autre chose que des enfants de chœur pour matraquer les manifestants — qu'ils soient debout ou à terre — et tirer si cela ne suffit pas.

Et plus ils remplissent ce rôle, plus ils se coupent de la population, plus ils deviennent utiles, même si cela crée un malaise chez ceux qui souhaiteraient obéir à leur chef, faire leur sale boulot sans enthousiasme, et ne pas être en butte à l'hostilité de leurs voisins.

Le jour où il s'agira de tirer sur la classe ouvrière, ils y seront préparés, ils n'hésiteront pas.

Ce qui se passe dans les commissariats nous concerne tous.

Ce que nous tolérerions aujourd'hui, on nous le ferait payer demain. Et cher !

Louis BERTRAND.